

le monde **libertaire**

Découvrez le nouveau Perrier



AZF
trois ans après

Perrier
casse sociale

**Élections
américaines**
ce n'est pas la rue
qui gouverne

Palestine
l'occupation racontée

M 02137 - 1370 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

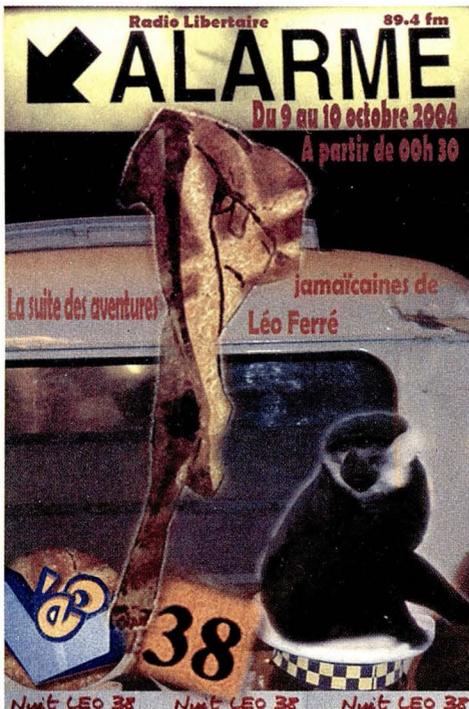
« Allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme
de la volonté. »

Gramsci

hebdo n° 1370

du 7 au 13 octobre 2004

Sommaire



OGM: refuser la soumission au nom de la démocratie, par P. Mignard, page 5

Retour sur **AZF:** Toulouse 3 ans déjà, par J.-P. Levaray, page 6

L'autruche ne boit pas de Perrier, par F. Ladrisse, page 7

Les nouvelles du front ne sont pas pétillantes, par Hugues, page 7

Un wagon non nucléaire en danger, par Joh@n, page 8

États-Unis: une actualité sans surprise, par R. Greeman, page 9

Palestine occupée: le rêve toujours là, par Chroniques rebelles, page 11

Avortement: l'Irlande sous le joug de la réaction, par *Workers Solidarity*, page 14

AnarchoRésistance en Bulgarie!, par Sophie et Fred, page 15

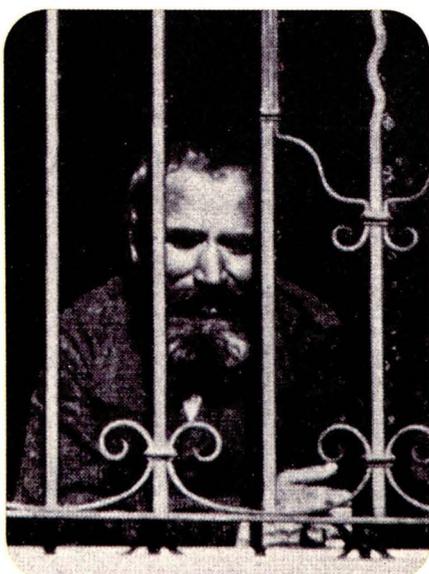
Un point sur la **psychiatrie** aujourd'hui, par Y. Guignat, page 17

Perben en prison... en visiteur hélas, par A. Sulfide, page 19

Le camp de Collioure, un laboratoire disciplinaire, par M. Gruszka, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



Ça y est, la cloche de la rentrée a sonné...

Et avec elle retentit toujours la même rengaine, qui nous cloue au sol, nous prend à la gorge et nous serre le bide: métro, boulot et puis après t'as pas trop le choix, au dodo. En rangs serrés, pour ceux qu'on pu trouver une place, nous y retournons sans trop nous demander comment nous pourrions faire pour y échapper, pour faire autrement. Pour ne plus subir tout ce qui nous éreinte, tout ce qui nous esquinte et nous empêche de vivre: la pollution, la répression, la réaction, la négation... J'en passe, et des pires.

On a comme l'impression, dans ces moments-là, que l'habitude est, comme le dit le proverbe, une seconde nature et qu'il n'y a pas grand chose à y faire. L'imaginaire, individuel ou collectif, est comme passé au rouleau compresseur, complètement ratatiné, hors d'usage. C'est comme ça, et puis voilà, et puis voilà... t'as un boulot c'est déjà ça, si t'étais là ou si t'étais là-bas ce serait encore pire pour toi. Alors hein! Te plains pas!

Pourtant le pire et tout ce qu'on nous martèle jusqu'à en mourir n'est pas notre seule ligne de mire. Nous avons le droit aussi, il faut le prendre, d'imaginer le meilleur. Plutôt que de se laisser écrabouiller par nos peurs et par un cynisme ambiant, dont nous sortirons à coup sûr perdants, à nous de nous prendre en main et de nous opposer ensemble à une fatalité qu'on essaie de nous imposer.

Le capitalisme n'est pas une donnée immuable avec laquelle on ne pourrait que composer. D'autres chansons sont à créer et certains vieux airs n'attendent que d'être remis au goût du jour. L'utopie n'est pas un délire d'extrémistes en mal de sensations, mais bien plus ce que nous n'avons pas encore réalisé, ce que nous avons oublié ou encore ce que certains, ceux qui s'engraissent sur notre misère, tentent de nous cacher.

Faire la grève, réclamer l'accès gratuit aux transports en commun ou à tous les services publics, détruire des champs d'OGM, s'opposer à l'arsenal répressif qui gangrène notre société... ne sont pas des passe-temps de petits privilégiés qui ont du temps à perdre. Mais ce sont bien des luttes qu'il faut développer afin de reconquérir un peu de notre dignité et de pouvoir imaginer un monde différent.

Comme le dit Catherine Baker, la seule lutte profondément utile à mener, ce n'est pas contre l'autorité, mais contre la soumission. Là seulement, le pouvoir, quel qu'il soit est perdant.

Perrier

la potion est amère



Daniel

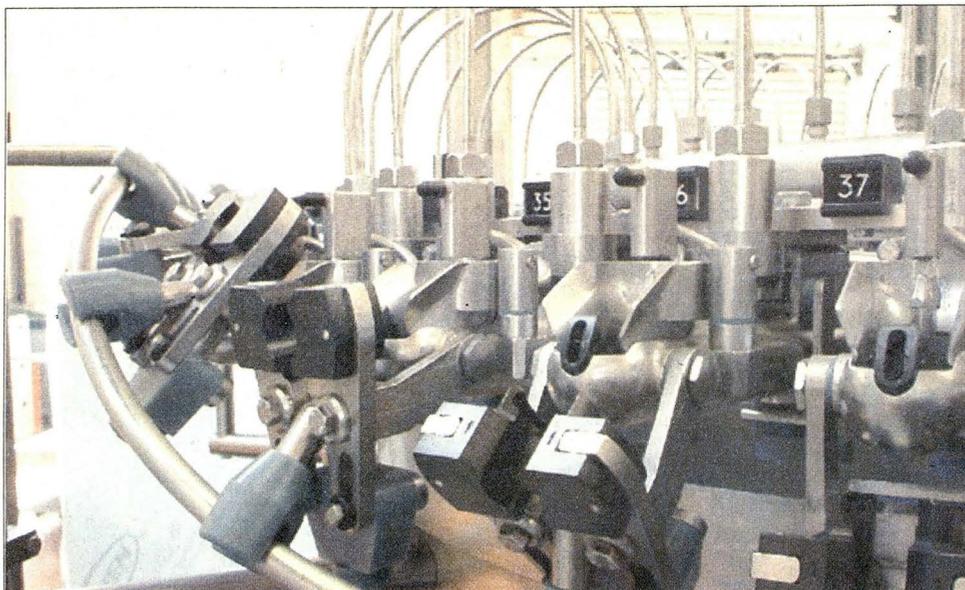
DANS UN CONTEXTE CHARGÉ de nouvelles remises en cause des droits sociaux, de grosses unités du secteur industriel sont dans l'œil du cyclone capitaliste. Délocalisations, chantage sur les 35 heures, augmentations du temps de travail sans contre-partie, grignotages des conventions collectives; des salariés de grosses entreprises subissent une nouvelle vague d'attaques antisociales. Dans le Gard, Perrier, fondée en 1903, est un des plus gros employeurs du département et défraye la chronique.

Perrier fait partie du groupe Nestlé Waters France. La fabrique gardoise de cette eau gazeuse a été achetée en 1992 par la multinationale suisse Nestlé, numéro un mondial de l'eau en bouteille. En douze ans, les effectifs de la Source Perrier passent de 2400 à 1650 salariés alors que la production augmente.

Attaque frontale

En janvier 2004, la direction de Nestlé Waters France annonce un plan qui prévoit le départ en préretraite des salariés de 55 ans et plus d'ici avril 2007, sans compensation d'embauches. Ce plan toucherait 1 047 salariés en France (sur 4 100 salariés) dont 356 chez Perrier (sur 1 650 personnes). Naturellement, chez les Perrier, où la CGT est majoritaire (83 % des suffrages aux élections professionnelles) parmi des salariés

fortement syndiqués, le refus est net. En mars, la direction évoque une cession de Perrier. Au fil du temps, la CFDT et la CGC, deux des cinq syndicats représentés sur le site industriel, mais minoritaires, signent le plan de la direction. Deux mois de grève tournante sont organisés au printemps: manifestations, déclarations des élus locaux. La pression s'organise contre une direction intransigeante mais qui peaufine sa stratégie. Le 23 juillet, la CGT et FO usent alors d'un droit de veto que la loi Fillon votée en mai 2004 leur permet. Il s'agit d'un volet permettant à un syndicat majoritaire de refuser un plan social. La direction confirme alors son intention de vendre Perrier à des concurrents ou à des fonds de pension, de filialiser les quatre sites du groupe (avec Quézac et Vittel Contrex) afin d'atteindre une flexibilité et une productivité en ligne avec la concurrence. Il y a aussi une stratégie antisyndicale puisque les conflits découlant de ces restructurations seraient localisés aux seuls sites concernés. Par une habile communication, la direction retourne la situation à son avantage. En restant ferme dans ses projets et en dénonçant la CGT qui empêcherait la restructuration industrielle, ce qui provoquerait des licenciements, Nestlé France oriente alors une campagne d'opinion contre ceux qui s'opposent à 356 licenciements dans le Gard.



L'isolement

Au fil de la crise, la presse, locale et nationale, les élus (de tous bords, jusqu'au PCF), enfin les opinions locales exercent une pression très lourde sur la CGT accusée de faciliter la cession de Perrier au motif qu'elle s'oppose au plan de modernisation! Les salariés eux-mêmes se divisent. Sarkozy intervient: dénonçant sur Europe 1 le « jusqu'au-boutisme d'une organisation syndicale ». Il rencontre l'intransigent PDG de Nestlé. Lors d'une réunion initiée par le ministère de l'Économie et des Finances à Nîmes, le 23 septembre, la direction de Nestlé France annonçait son intention de filialiser le groupe, de moderniser le site, et garantit le recours aux CDD et intérimaires en compensation des départs, tout en ne touchant pas aux conventions collectives... Le tout en échange de la paix sociale, c'est-à-dire l'accord puis l'accompagnement de la CGT à propos de l'Accord de gestion prévisionnelle dévoilé en janvier 2004.

Le 24 septembre, les adhérents de la CGT Perrier se réunissent et votent à près de 100 % pour la levée du droit d'opposition au plan de la direction. Mais cela ne suffit pas: la direction décrète qu'elle ne sera satisfaite que si la CGT accompagne son plan et se libère de tout engagement!

Quatre jours après, c'est l'ensemble du personnel qui se réunit. Jean Paul, vingt-cinq ans d'usine, sympathisant CGT, joint par téléphone, assure: « À l'AG, ce matin, c'était houleux, le personnel est très divisé à cause des gens concernés par ces départs, qui y sont favorables parce qu'ils font partie des cas les plus avantageux, mais qui oublient que ce sont autant de postes qui ne seront pas remplacés. C'est la même situation sur d'autres sites comme Vittel-Contrex. Autour de nous, l'opinion est retournée. On est dans le flou: on se demande si Nestlé ne se sert pas de l'opposition syndicale pour vendre l'usine. Et donc pour aller jusqu'au bout, quoi qu'on fasse. »

L'intervention du ministre de l'Économie, le 28 septembre, amène la direction de Perrier à revenir sur sa précédente déclaration, et on parle d'embauches pour compenser les

départs (1 pour 3). L'État s'engagera à hauteur de sept millions d'euros dans le financement des préretraites.

Pour la fin des illusions collectives

Ce conflit s'inscrit cruellement dans son temps. Ceux qui veulent empêcher le malheur social sont les accusés, et on cherche à les humilier en les impliquant dans la gestion des licenciements. La culpabilisation et la calomnie des Perrier en lutte ont créé une pression intenable. Et comment interpréter la faible implication de la Confédération de Montreuil? Pire, Sarkozy a même téléphoné à Thibaud pour qu'il fasse pression sur la section CGT de Perrier. Du côté de la CFDT, majoritaire sur les autres sites du groupe, et qui a signé le plan de la direction (avec la CGC), c'est le calme plat. Il faut dire que la filialisation permettrait à la confédération de devenir majoritaire sur tous les autres sites, et de se débarrasser d'une CGT qui reste une épine au niveau national.

Au final, il ressort que l'État qu'on dit « de droit » a laissé ses ministres malmener ceux qui se servent d'une loi pour empêcher des licenciements. Le gouvernement a favorisé l'attitude « responsable » des capitalistes suisses, par exemple en finançant une partie du dispositif. Les élus de tous bords, sans réponses (à quoi servent-ils alors?), ont préféré la raison du plus fort sous couvert de responsabilité ou de réalisme. De ce côté, le prix de la démagogie pourrait être décerné au maire de Vergèze, le village où Perrier est installé, et qui réclamait rien de moins que la nationalisation de la source. Enfin, l'opinion publique, manipulée, ne s'est pas vraiment sentie concernée par les 356 licenciements annoncés.

Triste tableau qui n'en est pas moins une répétition de ce qui se passe un peu partout à travers le pays. L'État de droit n'est pas un rempart contre le capitalisme qui n'est pas synonyme d'abondance, et se réfugier dans les robes de la République et de ses élus, syndicaux ou politiques, est vain ou trompeur. Même si l'État intervient pour empêcher le pire, il ne fait que limiter la casse sociale, mais toujours en ménageant les intérêts des dominants. C'est donc ailleurs, hors de ces sentiers rebattus, que nous devons trouver les moyens de la riposte, à Perrier comme ailleurs. **D.**



Daniel milite au sein du groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste.

Les faucheurs volontaires

Article 35 de la *Déclaration des droits de l'homme* :

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »



CE QUI S'EST PASSÉ le 5 septembre 2004 dans le Gers lors de l'opération d'arrachage d'un champ d'OGM par des « faucheurs volontaires », marque un tournant dans l'histoire de cette lutte. C'est le jour où le pouvoir nous a dit: « En matière d'OGM, la rigolade est terminée. Nous avons décidé de passer en force. Les expérimentations en plein champs continueront, se développeront, et nous nous donnerons les moyens de les assurer. »

Ce 5 septembre est un échec pour le mouvement, mais il est surtout une leçon dont il va falloir tirer toutes les conséquences... Il n'est pas déshonorant de battre en retraite devant un adversaire supérieur en force.

Le mouvement de contestation des OGM est désormais devant un mur, ou plutôt devant une alternative à trois solutions.

– Soit il continue ses actions sous la même forme, arrachage au grand jour, annonce publique, action, etc., et il va se heurter systématiquement à la violence d'État.

– Soit il s'adapte à cette nouvelle donne et se radicalise en trouvant les moyens de faire face.

– Soit il adopte l'action clandestine.

La première solution est à terme intenable. Le pouvoir a compris le 5 septembre qu'il pouvait faire reculer le mouvement par la violence... Il n'a plus qu'à attendre son pourrissement. En effet, la répétition de ce genre d'action va peu à peu lasser les participants. L'échec répété est particulièrement démoralisant.

La deuxième solution n'est pas concevable dans le contexte actuel. Outre le fait que le mouvement des « faucheurs volontaires » est « non violent », le mouvement social, n'a pas aujourd'hui la capacité politique et matérielle de s'affronter à « armes égales » avec les mercenaires du pouvoirs.

Reste la troisième solution... qui d'ailleurs, dans plusieurs cas, en Haute-Garonne, était conjoncturellement utilisée avec un total succès.

La généraliser pose un problème politique. En effet, l'action clandestine est d'une culture politique différente de celle que l'on connaît depuis quarante ans. La conception « fleur bleue » de la politique (« j'étais mon député et j'attends les prochaines élections »)

diffusée par tous les partis politiques nous a rendus étrangers à cette conception de l'action qui n'a de sens que chez nos anciens de la Résistance (dans un autre contexte, il est vrai) et celles et ceux qui ont fait du travail politique en solidarité avec les antifranquistes.

Les avantages de cette solution: continuer le combat sous une autre forme que l'on maîtrise. Le pouvoir ne peut pas utiliser, du moins pleinement, son appareil répressif. D'autre part, et c'est l'essentiel, les plants d'OGM sont détruits... Ce qui est l'objectif principal.

Les inconvénients: la populariser est plus compliquée que celle adoptée jusqu'à présent, ce qui se comprend aisément. Il faut repenser la popularisation, les rapports avec les médias. Il faut développer des réseaux de solidarité nouveaux, plus solides et plus fiables. Ne pas sombrer dans le culte du secret tout en préservant la discrétion. Éviter les dérives de marginalisation qui sont nombreuses. Il faut développer une logistique d'explication des actions particulièrement efficace pour éviter la marginalisation de celles-ci et toute dérive minoritaire. Bref, il faut repenser des actions de l'action politique que nous ne connaissons pas ou mal.

Le terme « clandestinité » a perdu ses lettres de noblesse et a été instrumentalisé par des causes plus que douteuses, des actions violentes, minoritaires et sectaires. Il n'a pas bonne presse dans un contexte de « démocratie libérale » qui est censée garantir le bonheur universel... Pourtant, c'est aux soubresauts autoritaires d'un système à bout de souffle auxquels nous assistons aujourd'hui... Ses marges de manœuvres sont quasiment inexistantes pour faire accepter, à l'immense majorité, les conditions de son fonctionnement: course au profit dans un contexte mondialisé qui remet en question les acquis sociaux et de manière générale les principes de précaution.

Aujourd'hui, la soumission est la seule alternative qui nous est offerte par ce système, et ce, ce qui est un comble et d'un cynisme achevé... au nom de la démocratie (?).

Saurons-nous nous adapter à ces nouvelles conditions?

Patrick Mignard

lundi 6 septembre 2004



Toulouse, 3 ans après

état des lieux

LE 21 SEPTEMBRE DERNIER, les Toulousains commémoraient la pire catastrophe industrielle ayant eu lieu en France. 3 ans après où en est-on? Aperçu quasi-photographique.

Rappelons-le, l'explosion du 21 septembre 2001 de l'usine AZF a fait 30 morts et près de 5 000 blessés; 35 000 logements ont été endommagés et 6 000 personnes ont dû être relogées; au niveau des dommages corporels, il y a eu 13 000 dossiers de déposés dont seulement 8 000 sont pour l'instant indemnisés. Différentes manifestations ont eu lieu dans Toulouse, notamment celle des victimes et sinistrés qui dénonçaient et déplorait les trop nombreux litiges encore en souffrance et les promesses non-tenues: par exemple, celle de Total de créer 1 046 emplois, alors que, pour l'instant il y a eu moins de 250 emplois recensés et que l'usine de fabrication de panneaux solaires promise par Total ne créera que 70 emplois (au lieu de 100) et seulement en 2007. Quant au centre de recherches « Cancéropole » qui devrait être construit sur les terrains d'AZF, les dates sont encore incertaines et, de toute façon, éloignées. La manifestation des anciens salariés d'AZF était d'une toute autre nature mais ressemblait à celle de l'année précédente. Cette réunion, sur les lieux de la catastrophe, rassemblait les salariés et leurs familles qui voulaient rester entre eux, mais aussi tout le staff de la direction du groupe Grande Paroisse (filiale engrais de Total). On peut comprendre que ces gens, particulièrement touchés, aient envie de partager cette douleur ensemble, mais de là à faire dans l'« œcuménisme » avec les patrons... C'est bien l'effet secondaire de cette catastrophe, d'avoir conduit quasiment l'ensemble des salariés d'AZF dans le giron paternel de leur patron et de Total¹. C'est oublier que Total, qui avait affirmé trouver des solutions pour l'ensemble de ses salariés (456) à travers des préretraites, des mutations et des places dans d'autres métiers, a encore quelques cas « difficiles » à gérer (notamment un ancien syndicaliste CGT) et qu'une autre usine du groupe située à quelques kilomètres a été fermée en juin dernier.

Le représentant de l'association des salariés d'AZF (lui aussi ancien responsable CGT) à l'issue de cette cérémonie a préféré dire à la presse qu'il continuait à rejeter les thèses de l'accident qui viennent tout juste d'être annoncées, allant dans le sens de Total.

Les analyses qui viennent d'être rendues publiques² réfutent définitivement la thèse de l'attentat: aucune trace de produit susceptible d'être d'origine criminelle (cette thèse avait

été développée par des journalistes du *Figaro* et de *Valeurs Actuelles*). Elles affirment qu'il s'agit d'un accident lié à une ou des réactions chimiques. AZF conteste ces analyses, en disant que toutes les analyses n'ont pas encore été faites et que des études sismiques et géologiques sont toujours en cours.

Le groupe pétrolier veut sans doute jouer la montre et retarder les échéances au maximum, pour que l'opinion publique ait oublié et pour ne pas être davantage engagé financièrement. En plus, il semble y avoir un règlement de compte entre les patrons de la SNPE, située à côté d'AZF, et les pétroliers. Des histoires qui nous dépassent et dont on se fiche.

Total annonce avoir versé 1,6 milliards d'Euros (particulièrement à l'État, pour la reconstruction des bâtiments scolaires) mais omet, par exemple, de rembourser la mutuelle de ses salariés qui a dû débours des sommes très importantes suite à la catastrophe.

Où en est-on ?

De nombreuses directives et mesures de sécurité ont été prises concernant la chimie, mais surtout les engrais. En même temps, cette catastrophe a accéléré le retrait et la délocalisation de tout le secteur chimique en France et en Europe. Prenant prétexte de la vétusté ou des contraintes de sécurité trop importantes, les gros groupes (Aventis, Exxon, Total, Kemira, Norsk-Hydro...) restructurent et délocalisent à tout va, précipitant le mouvement commencé les années précédentes. En 2003, plus de 8 000 suppressions d'emplois ont eu lieu dans la chimie en France.

Un chantage est exercé par les industriels pour obtenir des reports dans le temps concernant les nouvelles obligations en matière de sécurité et d'environnement; d'autres accompagnent leurs désinvestissements d'exigences élevées de rentabilité, de suppressions d'effectifs (ce qui va à l'encontre de la sécurité) ou de fermetures de sites; le travail est de plus en plus oppressant et facteur de stress et d'accidents; les patrons emploient de plus en plus de sous-traitants (dans le pétrole, seul 1 salarié sur 4 a le statut de pétrolier), etc.

Total, par exemple, pour suivre ce qu'ont fait d'autres trusts pétroliers précédemment, tel que BP, est en train de se désengager complètement de ses secteurs non-pétroliers (c'est à dire englobant toutes les autres activités chimiques), en créant une nouvelle société cotée en Bourse et appelée à devenir autonome. Au nom de la rentabilité et de la réorganisation, des fermetures d'usines sont quasiment programmées (entre autres tout le secteur

« chlore » que Total a laissé vieillir et qui devient obsolète et le secteur engrais, vieux et plus assez rentable). Total en vendant toutes ses parts deviendra plus riche et pourra englober la Shell (ce qui semble être son souhait) ou autre et devenir encore plus gros. C'est la politique de restructuration d'un côté et d'absorption acquisition, à la mode en ce moment, de l'autre. Les patrons de la chimie ont, de plus, tiré des leçons sur ce qu'ont été les fermetures de la métallurgie et du textile. Ils ne veulent pas qu'il y ait des vagues ni de grosses manifestations plus ou moins violentes. Ils font cette restructuration sur un temps beaucoup plus long. Le personnel devient assez âgé, et de ce fait ce sont des départs en préretraites qui se font par vagues (au grand bonheur de ceux qui partent, avant l'âge requis par Raffarin); le matériel devenant ancien, les conditions de travail sont plus pesantes, ce qui fait que ceux qui restent n'ont pas de grandes volontés de se battre pour garder un emploi sans intérêt et facteur de risques. Reste que lorsque l'usine devient suffisamment petite, qu'il ne reste plus que de 70 à 200 personnes, fermer définitivement devient un jeu d'enfants (comme chez Isover-St-Gobain en ce moment et Pechiney il y a quelques mois).

La fin de l'industrie chimique en France est donc en cours... La majorité de la population est pour, surtout après que l'accident de Toulouse ait prouvé, in vivo, que toute manipulation chimique était susceptible d'être dangereuse pour les gens et pour l'environnement.

Le problème c'est que cette fin n'est pas liée à une prise de conscience. Il n'est pas question de décroissance, ni de mieux fabriquer et autrement, ni de quels produits nous avons besoin... Non, ce sont les patrons et les actionnaires des grands trusts qui décident tout simplement de délocaliser pour trouver de nouveaux marchés et surtout des contraintes moins fortes et des salariés, pour l'instant, moins chers et plus dociles (quoi que). La fin programmée de l'industrie chimique ici, ne va pas de paire avec une remise en question de notre consommation et tous les produits que nous consommons aujourd'hui continueront à être faits là-bas...

Jean-Pierre Levaray

1. Nous avons déjà parlé dans ces pages de ces comportements, en temps et heure.

2. Contrairement à ce qui a été dit dans la presse, il ne s'agit pas du rapport définitif, celui-ci ne devra être rendu qu'en mars 2005!

Quand l'autruche éternue...

À ras

« Après le référendum, rien ne sera plus comme avant. Et quelques ambitions seront tondues. » **Cambadélis, PS.**
Sur la place publique ? Et traînées dans la rue en chemise de nuit, les ambitions ?

La vie d'artiste

« Les journalistes sont des artistes. » **Serge Dassault, propriétaire du Figaro-aviation.**

Mais bien sûr, des artistes... et le fils Dassault est leur mécène ! Un genre de Médicis moderne, quoi. À la différence que le prince, plutôt que de soutenir la création contemporaine, préfère soutenir les généraux en vendant, ce n'est qu'un exemple, une poignée de Rafales à l'armée algérienne. Et les « artistes » du Figaro de se faire vertement tancer pour avoir osé l'évoquer. C'est dur.

Trop bons

« Aujourd'hui, les gens ont peur de punir. Les dirigeants du Front sont comme tout le monde, ils baignent dans l'indulgence. » **Le Pen, le père.**

Nous profitons de l'occasion pour remercier Marine du bouquet de fleurs envoyé au *Monde libertaire*, et pour rappeler à Stirbois qu'on attend avec impatience sa boîte de chocolats. Quant au vieux chef, qu'il se rassure : il reste pas mal de gens qui, loin de « baigner dans l'indulgence », rêvent encore de lui claquer le beignet.

Rions z'un peu avec Sarko

« Merci à Charles Pasqua, parce qu'il a été pour nous une référence. » **Sarkozy, seigneur des Hauts-de-Seine.**

De deux choses l'une : soit Sarkozy fait de l'humour, soit il compte sincèrement s'inspirer de l'exemple de son illustre prédécesseur. C'est l'un et l'autre, il semble, loin de se contenter de se foutre des juges il se paie notre tronche par la même occasion. Et les Français l'adorent...

Ne nous fâchons pas

« Je garderai mon calme jusqu'au bout. » **Fabius, futur tondu.**

Ouf, on a eu peur un moment que Lolo pète un boulon et prenne en otage le bureau exécutif du PS. Quelques bombes bien placées, un assaut mené par les Russes, et adieu les Hollande, les Strauss-Khan, les Jack Lang... L'horreur, quoi, absolue. Surtout que Jospin en aurait certainement profité pour « revenir », comme ils disent.

Dur pour eux

« Quelles que soient mes fonctions, je saurai servir les intérêts de la Vienne. » **Raffarin, serviteur et humble.**

Habitants de la Vienne, il est temps de vous faire du souci.

Nouvelle, la lutte ?

« C'est la nouvelle lutte des classes. Les bourgeois roulent en voiture, le peuple prend le métro. » **Baupin, de les Verts, maire de Paris.**

Faux. Les bourgeois ne roulent plus ils volent, et en first class. Ou bien sautent dans des taxis qui, grâce aux couloirs faussement nommés « de bus », peuvent foncer dans Paris. Quant au « peuple », touche à sa Twingo et tu vas voir ta gueule.

Frédo Ladrissé.

(sources : Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Nouvelles des fronts

ÇA VA PAS FORT sur le front des luttes ; contrairement à la Bourse (du non-travail), la tendance est au recul. Ainsi, dans l'Hexagone en 2003, le ministère des « Affaires sociales » (?) n'a répertorié que 545 conflits sociaux contre 616 en 2002, soit une baisse de la conflictualité sociale de 78,9 %. Rien que ça...

Les causes principales de ces conflits seraient les salaires (37 %) et l'emploi (28 %). Face à ces deux causes, on pourrait s'attendre à une augmentation des luttes, mais il apparaît que le matraquage idéologique sur les vertus d'un capitaliste indépassable a eu raison de la « combativité ouvrière ». Résignation, soumission, démission, tu peux dormir en paix, baron ! 2004 ne s'annonce pas mieux du côté de l'emploi puisque les intentions d'embauche sont en chute de 9 % particulièrement dans l'industrie.

La fin du travail ne serait donc plus un mythe mais une réalité. Mais il ne s'agit plus d'âge d'or et d'automation mais d'une réalité bien plus cruelle : partage de la misère et précarité planétaire. Une preuve, le Bureau international du travail dans une étude récente (septembre 2004) constate qu'avec la mondialisation « la sécurité de l'emploi diminue presque partout » alors que la richesse augmente, celle des riches, ça va de soi.

Et, pendant les soldes, on délocalise, le centre d'appels sous-traitant de SFR-Cégétel, haut lieu du taylorisme en col blanc, devrait s'exiler au Maroc, entraînant une menace forte sur 210 emplois. Au *Monde*, en vue de se délocaliser vers son nouveau siège parisien, les anciens de la IV^e Internationale proposent aux petits soldats de la presse de bien vouloir immoler à la gloire d'Edwy une centaine d'entre eux, en toute camaraderie, bien sûr. Chez Perrier, rien n'est encore joué, la CGT fait des bulles. Fermera, fermera pas ?

À tout hasard, si les pro-l'eau de chez Perrier faisaient une coopérative, je m'engage à boire – quelquefois – de l'eau qui pique et à tenter de convaincre l'administrateur de notre hebdo de faire une cuvée *Monde libertaire* pour le cinquantenaire.

Outre-Rhin, le pire est arrivé, la voiture du peuple, si chère au Führer, est maintenant contre le peuple. Le groupe Volkswagen remet en cause les 35 heures. KO-gestion en dix rounds ! Dans le même temps, les revenus des membres du directoire des trente plus grandes entreprises allemandes passent à 1,42 million d'euros en moyenne, soit une petite augmentation de 11 %. Comme quoi, c'est pas la crise pour tout le monde ! Outre-Chanel, le big chief du Medef local, le CBI, pense que les syndicats sont « de plus en plus inutiles » (sic).

À y regarder de près, il a peut-être bien raison. Quant au rêve américain, je ne veux déprimer personne, surtout pas les candidats à l'immigration qu'on bute comme des lapins dans le désert texan, il est en chute libre. La compagnie United Airlines compte procéder à 6 000 nouveaux licenciements, tout comme Delta Airlines d'ailleurs. 12 000 Kamikazes en puissance, Bush peut se faire du mouron.

Et, pourtant, baron, la solution on la connaît, plutôt que de faire des économies sur le travail, pourquoi tu ne t'attelles pas à faire baisser le coût du non-travail ? Par exemple, les jetons de présence des actionnaires, la rémunération du capital, la distribution de stock-options à tes valets, les grasses pensions (5 231 euros) de nos inutiles et très conservateurs sénateurs qui planquent une cagnotte de 173 millions d'euros.

Hugues

groupe Pierre-Besnard

Chronique d'une mort annoncée un lieu de vie en danger



DEPUIS SEPT ANS, à Saint-Brieuc (Bretagne, Côtes-d'Armor) une vingtaine de personnes font vivre un lieu appelé le Wagon, vaste dépôt SNCF à l'abandon, concédé après un bras de fer avec les autorités municipales qui traquaient et harcelaient les punks et squatteurs à l'époque.

Depuis, le lieu a été aménagé, chacun et chacune apporte sa contribution pour que les personnes puissent assurer leur survie individuelle et que des activités collectives et ouvertes soient organisées par les résidents, les gens de passage et les amis.

Ainsi, ce sont plusieurs centaines de concerts qui ont déjà eu lieu, ainsi que des représentations de théâtre, parfois faites maison. Une association a vu le jour afin d'organiser toutes ces manifestations, et la bonne volonté de chacun et de chacune insuffle l'énergie vitale qui permet un fonctionnement autonome et autogéré de ces activités sous la seule autorité du bon sens et du respect mutuel.

Le lieu s'est aussi ouvert aux groupes locaux pour qu'ils puissent répéter, la scène locale ayant ainsi la possibilité de se développer en toute liberté, et même de tourner en Europe, voire plus loin...

Seulement, chaque année, avant que ne passe la loi d'hiver interdisant les expulsions durant cette période, les autorités locales font pression en soufflant le chaud et le froid pour que les individus qui résident au Wagon trouvent une autre solution.

Toutes les raisons possibles sont invoquées, et même de ces arguments les plus ignobles qui engraisent les préjugés à l'égard des personnes considérées comme marginales, et qui de fait échappent au contrôle social de l'autorité par la défiance qu'elles leur opposent à vouloir vivre librement, selon leur propre volonté, avec leur propres moyens dans la mesure du possible. Parmi les prétextes, est bien évidemment mise en avant l'insalubrité (des lieux, a priori, mais sous-entendu des personnes, car les marginaux sont forcément sales et drogués, si ce n'est pervertisseurs de la jeunesse locale – on n'est pas adulte tant qu'on n'entre pas en équation avec une réalité imposée par les normes et contraintes sociales) et plus grave, les accidents dus à la proximité du port de commerce, où récemment un jeune homme a trouvé la mort.

Ainsi, parées des principes moraux les plus nobles (la SNCF déclarant l'occupation du lieu illégale), la municipalité et la préfecture n'hésitent pas, à peine le cadavre exhumé, à

s'attaquer aux indésirables et à leur intimer de quitter les lieux le 31 octobre.

Pourtant, ce ne sont pas les promesses et les bonnes intentions qui ont manqué à la municipalité avec de possibles réfections des locaux (particulièrement le hangar accueillant les concerts), promesses qui ne tiennent plus, quand bien même elle furent sincères. Les propositions de relogements individuels les ont remplacées, ce qui revient à espérer briser la solidarité que leur opposent ces compagnons de vie, en les renvoyant à des problèmes individuels face à une précarité sociale que de plus en plus de personnes sont amenées à connaître.

Aujourd'hui, une pétition circule au niveau local chez des amis, des voisins, des militants syndicaux et associatifs. Mais, sous la menace de l'intervention des forces du désordre social, les concerts à venir ont dû être annulés.

N'hésitez pas à témoigner votre soutien, directement, en écrivant ou en réclamant la pétition à l'adresse suivante: Asso « La sauce aux gravos », ancienne gare du Légué, quai Surcouf, 22000 Saint-Brieuc.

Joh@n

Groupe Jean-Souvenance, Saint-Brieuc, Bretagne

Élections présidentielles américaine **le désastre prévisible** **du 4 novembre 2004**

Richard Greeman

Le

LE MONDE ENTIER suit les sondages états-uniens en retenant son souffle. On oublie qu'il n'y a pas grande différence entre les deux candidats milliardaires. En revanche, au mois d'août, des manifestations historiques – massives, militantes, souvent très originales – se sont déroulées à New York sans que les médias accordent la place qui était due à ces mouvements populaires. C'est dans la ville sinistrée que le Parti républicain a voulu mettre en scène le couronnement de George W. Bush. C'était de la provocation; au moins un demi-million d'Américains y ont répondu en descendant dans la rue pour dénoncer Bush, le taré qui a plongé le pays dans une guerre inextricable par ses mensonges, créé une dette monstrueuse en exonérant les riches d'impôts, aggravé le chômage et porté atteinte aux libertés constitutionnelles.

Ont manifesté derrière la coalition Unis pour la paix et la justice des groupes organisés d'antimilitaristes, d'anciens combattants anti-guerre, de croyants (chrétiens, musulmans et juifs), des syndicalistes, des chômeurs, des féministes, des immigrés, des étudiants, des anti-impérialistes, des anarchistes, des communistes, des écologistes, des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des minorités opprimées – Noirs, Arabes, Palestiniens, émigrés, gais et lesbiennes – chacun avec ses revendications, ses mots d'ordre, ses pancartes, ses costumes, sa tactique. Étonnante variété dans l'unité et la solidarité (c'est là le génie de l'opposition radicale aux États-Unis).

Ces manifestations ont réveillé la conscience politique de la ville. Depuis lors, tout New York parle politique, et c'est inouï. Dans le métro, dans la rue, sur les chantiers, dans les bureaux, on entend des discussions véhémentes à voix haute sur les mensonges de Bush, sur les escroqueries de Cheney, sur le chômage, sur « notre argent » qui manque et surtout sur la guerre en Irak qui s'éternise avec le scandale des tortures et la perspective d'un enlèvement « façon Vietnam ».

Frustrés, les New-Yorkais, normalement à 80 % démocrates, se demandent pourquoi John Kerry, « leur » candidat à la présidence, paraît si neutre alors que le haïssable Bush –

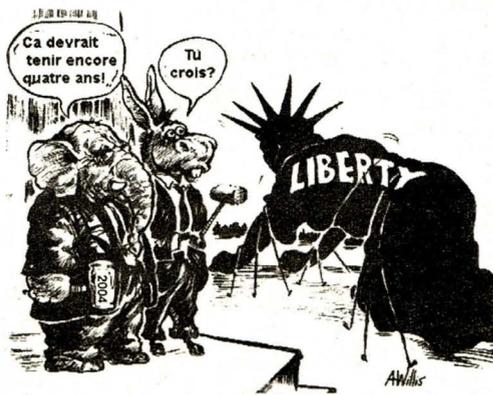
dont les bévues, les mensonges, la lâcheté et la corruption sont avérés – prend l'offensive. En effet, on s'étonne que le pétrolier texan se maintienne dans les sondages, alors que son adversaire, John Kerry, manque d'initiative et passe pour un mou. Qu'est-ce qui se passe?

Le scandale de 2000

On se rappelle que George W. Bush avait emporté les présidentielles de 2000 grâce au trucage des suffrages dans l'état de Floride, gouverné par son frère, Jeb Bush. Parmi ces trucages: élimination systématique d'électeurs noirs et hispaniques (90 % démocrates); destruction des bulletins de vote dans des districts démocrates; harcèlement policier des électeurs noirs en route vers les urnes; décision de la Cour suprême réactionnaire d'interdire qu'on recompte les bulletins contestés. Or, une fois au pouvoir grâce à ce scandale, les usurpateurs républicains ont entrepris de réformer le système électoral. Comme on devait s'y attendre, ces « réformes », incarnées dans le Help America Vote Act (HAVA) d'octobre 2002, consistent à instaurer au niveau national les mêmes vices qui leur ont permis de gagner en Floride en 2000.

« Réformes » électorales à la Bush

Commençons par la « réforme » du système des bulletins de vote des électeurs absents de leurs districts. Ces bulletins ne seront plus gardés secrets et pourront être facilement truqués. Désormais, au lieu d'être recueillis et enregistrés exclusivement par des autorités électorales, ils pourraient l'être par des représentants des partis politiques. Pire encore, les bulletins de membres des Forces armées, loin de rester secrets, seront transmis « en clair » par leurs officiers! Parlons maintenant des « urnes ». On se rappelle les disputes épiques de 2000 sur l'interprétation des perforations des bulletins-papier par les machines à compter les votes en Floride. Les autorités électorales républicaines en avaient disqualifié des milliers, malgré l'intention évidente des électeurs de voter démocrate; et la Cour suprême a interdit de les recompter. Le « remède » des réformes HAVA? Remplacer ces machines



Richard Greeman est un internationaliste new-yorkais.



« obsolètes » par des ordinateurs qui ne laissent pas de traces sur papier.

Le facteur raciste

On se rappelle les grandes batailles menées par les Noirs pendant les années 1960 contre leur exclusion du suffrage dans les anciens États esclavagistes de la Confédération. Or, en 2000, beaucoup d'associations de Noirs et de défenseurs de droits civiques de Floride – État du Sud traditionnellement raciste – se sont plaints d'intimidations policières. En 2004, la police et le FBI ont fait dans plusieurs États des descentes et des perquisitions intimidantes chez des membres d'associations civiques noirs sous prétexte « d'enquêtes » sur la fraude électorale. De même, en 2000, en Floride, Jeb Bush a procédé à une purge massive des listes d'électeurs « mal inscrits » – qui se trouvent par hasard très nombreux dans les districts démocrates ou dans les quartiers noirs et hispaniques. Avec les « réformes » de HAVA, on purge maintenant les listes au niveau national. On estime que 1 000 000 suffrages démocrates avaient été ainsi escamotés en 2002. Suite à ces « réformes » républicaines, on ne saura jamais si, le 4 novembre 2004, Kerry l'aura emporté sur Bush. Que signifiera dans la pratique la « défaite » de Kerry? Et comment vont reprendre les luttes sociales et antiguerres aux États-Unis, une fois *the silly season* des élections passées?

Bush bête et méchant

Bush et ses conseillers sont des fanatiques dangereux; ils ont « bâclé » leur guerre en Irak. L'impérialisme américain ne contrôle plus les villes, subit de grosses pertes, s'enlise. La population irakienne et tous les peuples de la région pétrolière se retournent contre lui. L'Afghanistan sombre dans le chaos, les tali-

bans sont de retour, et Oussama ben Laden court toujours. En revanche, le démocrate Kerry est intelligent. Non seulement, il comprend que pour garder l'Irak il va falloir renforcer massivement les forces d'occupation, mais il a compris que les États-Unis ne peuvent plus mépriser leurs alliés. Il promet à l'électorat américain d'entraîner l'ONU, la France, l'Allemagne, la Russie et les autres dans le désastre irakien. Toute sa campagne électorale repose sur ce point. De plus, avec les économies militaires qu'il ferait au dépens des alliés, Kerry réduirait la dette et l'économie rebondirait!

Quel beau choix!

Inévitablement, Kerry sera obligé de rétablir le service militaire obligatoire. On comprend que Bush n'oserait pas ainsi enflammer toute la jeunesse, alors qu'un démocrate « libéral » en est capable. Historiquement, ce sont les présidents démocrates (Wilson, Roosevelt, Truman, Kennedy, Johnson) qui ont lancé toutes les guerres américaines du siècle dernier, alors que ce sont les républicains Eisenhower et Nixon qui les ont terminées, respectivement, les guerres de Corée et du Vietnam. D'ailleurs, c'est le démocrate Clinton qui a lancé, avant Bush, la doctrine de la guerre préventive en bombardant l'Afghanistan, l'Irak et le Soudan.

De plus, Kerry n'a rien à proposer aux travailleurs. Face à la crise nationale de la santé, du chômage, de l'économie, des écoles, des villes, Kerry maintiendrait les grosses réductions d'impôts que Bush a offertes aux riches et il poursuivra la mondialisation libérale façon FMI.

Voici donc le choix pour novembre 2004. Préfère-t-on un impérialiste arrogant, unilaté-

raliste, inculte, inexpérimenté, cupide, corrompu? Ou un impérialiste cosmopolite, réaliste et habile qui poursuivra la même politique avec plus d'intelligence? Face à ce dilemme, la plupart de mes amis aux États-Unis vont opter pour le « moindre mal » et voter Kerry en se tenant le nez – quitte à le contester après les élections.

Nous avons déjà dénoncé le trucage massif des suffrages qu'il manigance. Reste la crise dramatique qu'il prépare pour la veille des élections – crise destinée à paniquer un électorat déjà médusé par une fausse atmosphère de terreur et à qui on n'offre pas de véritable alternative. Attendez-vous donc autour du 1^{er} novembre à une attaque terroriste, une prise massive d'otages américains, un avion américain abattu, un affrontement nucléaire avec l'Iran ou avec la Corée du Nord et ne faites pas de projets de vol international.

Après les urnes, la rue

En revanche, il est peu probable que Bush annule l'élection, quoiqu'il ait médité de le faire (la Maison Blanche avait bel et bien demandé un avis officiel au ministère de la Justice pour justifier une telle éventualité).

Plus que jamais, cette élection est un « piège à cons ». La majorité des Américains comprennent cette vérité fondamentale et s'abstiendront. Ainsi, les « majorités présidentielles » dépassent rarement les 24 % de l'électorat réel: D'ailleurs, aux États-Unis, on vote le lundi pendant les heures de travail – ce qui exclut beaucoup d'ouvriers et d'employés.

Alors, ne venez pas me dire après le désastre prévisible du 4 novembre 2004 que les Américains seront derrière Bush. Laissez ces imbécillités aux médias conservateurs, qui sont payés pour le dire. Souvenez-vous plutôt des manifestations massives de la fin d'août à New York et attendez-vous à en voir d'autres.

La lutte reprendra en janvier après la *silly season* électorale. Souvenez-vous surtout que ce n'est pas par les urnes mais dans la rue que le peuple américain mit fin à la guerre du Vietnam, renversa deux siècles de ségrégation légale, et conquit le droit à l'avortement pendant les années 1960. Nos manifestations massives, nos sit-ins, nos occupations et nos émeutes ont rendu le pays ingouvernable et chassé du pouvoir le démocrate L.B. Johnson, qui avait été élu en 1964 par une majorité historique. Ce n'était qu'un début. **R. G.**



En Palestine dans les camps de réfugiés

Naji vit dans le camp de Deishe, près de Bethléem. Il était invité à Paris dans les studios de Radio libertaire le 26 juin dernier pour parler de la situation dans les camps palestiniens.¹

Chroniques rebelles: En France, il est rare de lire des informations sur ces camps. Quelle y est la situation quotidienne?

Naji: Il y a beaucoup à dire. Commençons par les écoles du camp de Deishe. Les enfants s'y rendent facilement, il n'y a pas de barrages à l'intérieur du camp. Deux écoles – une pour les filles et l'autre pour les garçons – sont gérées par l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies): 3 000 élèves en tout, 47 à 48 élèves par classe. Les élèves sont divisés en deux groupes car la place est insuffisante pour la totalité des élèves.

À Deishe, aucun espace n'existe pour les enfants qui jouent dans la rue. Nous cherchons une solution avec le projet du comité populaire, du comité local, pour trouver un espace. Car dès que les jeunes, les enfants, aperçoivent les jeeps de l'armée israélienne, ils jettent des pierres: c'est devenu un jeu, même sur les tanks. Cela ne peut continuer ainsi, c'est trop dangereux. Les soldats tirent et beaucoup sont blessés et tués. Ce projet de centre est très important, nous pourrions y développer des programmes de formation pour les jeunes.

Chroniques rebelles: S'agit-il d'écoles primaires ou secondaires?

Naji: Les écoles actuellement gérées par l'UNRWA accueillent les enfants jusqu'à 15 ans. Ensuite, il faut aller à Bethléem.

Chroniques rebelles: De Deishe à Bethléem, il faut passer des check points, des barrages militaires?

Naji: Non. C'est très proche. Les alentours de Bethléem ne sont pas étendus, c'est comme un quartier de Paris. Après le secondaire, il y a deux universités proches: l'université chrétienne et l'université de Jérusalem (Abu Dis). L'université chrétienne est privée et coûteuse. C'est la seconde qui est en général choisie, car les étudiants travaillent pendant leurs études. Pour se rendre à Al Quds – Jérusalem pour l'administration et Abu Dis pour les salles de cours – et à l'université de Birzeit, il faut passer des barrages militaires. Parfois, la route est fermée et il est impossible d'assister aux

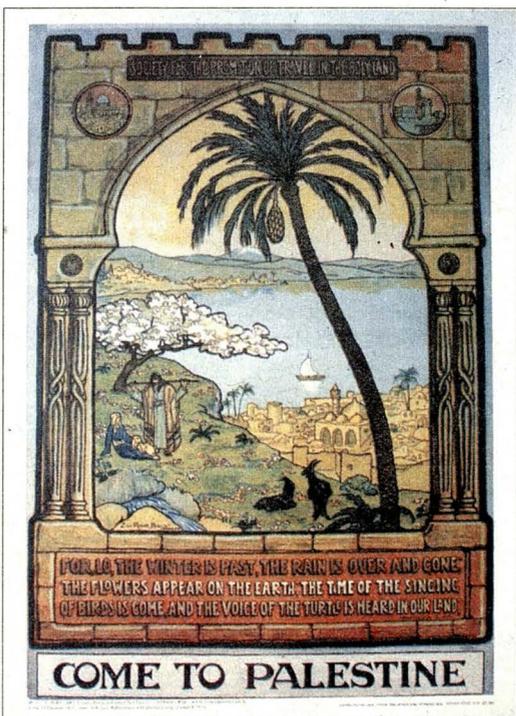
cours. Ce qui oblige souvent les étudiants de Birzeit à louer un appartement à plusieurs, et cela revient très cher. Ainsi, beaucoup ne poursuivent pas leurs études et restent dans le camp.

La situation dans le camp: 12 000 personnes vivent dans la moitié d'un km². 90 % travaillent comme employés à l'extérieur. D'où la nécessité d'obtenir un permis, délivré par l'armée israélienne, pour aller sur les lieux du travail, et souvent les autorités militaires le refusent (il existe une liste noire). Les travailleurs attendent ce permis de 3 heures à 10 heures du matin. Parfois, l'armée jette des gaz lacrymogènes pour disperser ceux et celles qui attendent. Donc, la plupart des personnes se rendent à leur travail illégalement, sans permis. Elles n'ont pas le choix et sont passibles d'amende si elles se font prendre. Les amendes vont jusqu'à 5 000 shekels et, en cas de récidive, les ennuis graves commencent. Mais il n'y a pas de travail à Bethléem ou autour. Toutes les entreprises sont fermées, l'économie est cassée.

L'aspect positif, c'est la solidarité entre les familles. C'est comme une grande maison. Les réfugiées viennent de 46 villages et se regroupent dans le camp. La solidarité est importante, certains ne travaillent pas depuis cinq ans. Les femmes ont en charge l'éducation des enfants et sont responsables de la cohésion familiale. Elles s'inquiètent non seulement pour le devenir de leur famille, mais doivent aussi entretenir le foyer. Pour elles, nous voulons créer des emplois leur permettant un salaire d'appoint.

La réalisation du projet permettrait la résolution de problèmes urgents et redonnerait un peu d'espoir. Les problèmes psychologiques sont nombreux dans les camps en raison de la situation, et l'Union des travailleurs sociaux (Union for Social Workers) apporte une aide importante sur le terrain. Le projet, Phoenix Center, organiserait chaque vendredi (férié pour les élèves et les étudiants) un programme de chant, danse, jeux, etc. Il faut voir le côté positif des choses.

Chroniques rebelles: Les comités populaires, est-ce un mouvement, une organisation et combien de personnes y sont impliquées?



Naji: Les comités populaires ont été créés en 1997, en Cisjordanie et à Gaza, après des rencontres et des débats sur notre quotidien dans les camps. Il s'agissait d'avoir une réflexion sur une société nouvelle pour construire un avenir en tenant compte de la population de réfugiés dans les camps. Les groupes locaux organisent à présent des réunions. À Deishe, nous avons formé le comité avec toutes les organisations présentes dans le camp, c'est-à-dire toute la société et ses tendances. Nous avons de nombreuses réunions avec des représentants des organisations de la société civile palestinienne. Nous mettons sur pied des programmes et des projets pour aider la population. Onze personnes dirigent le comité, issues de différentes organisations. Les membres sont volontaires et bénévoles. Nos occupations sont nombreuses: les prisonniers politiques, les travailleurs, les femmes, etc.

Trois femmes sont dans le comité directeur. De nombreux programmes de formation existent pour les femmes dans le camp, notamment dans la restauration. Elles apprennent à préparer des plats pour ensuite les commercialiser. Un autre projet de formation à l'informatique concerne les enfants et les jeunes. Tous les programmes intéressent la majorité de la population du camp.

C'est un comité d'aide, pas un mouvement. Ceux et celles qui travaillent au sein de ce comité viennent d'organisations et de tendances politiques différentes. Notre travail est destiné à tout le monde. Nous sommes engagés politiquement, mais il est important d'organiser la vie dans le camp, au mieux de tous et de toutes, et de lutter ensemble pour obtenir davantage d'aide de l'UNRWA. L'UNRWA gère les camps depuis 1949, mais plus cette situation dure et plus l'organisme se désengage. Notre rôle est de faire pression sur les Nations unies.

Chroniques rebelles: Quelles sont les différentes tendances politiques dans le comité populaire, FPLP, PC palestinien ?

Naji: Toutes les tendances politiques palestiniennes sont représentées, même les islamistes, le Hamas et le Jihad islamique. Dans ce comité, nous travaillons ensemble pour aider la population.

Chroniques rebelles: Quand il s'agit des droits des femmes dans la société palestinienne, n'existe-t-il pas là des perceptions différentes ou des oppositions ?

Naji: Non, nous travaillons sur les mêmes projets. Par exemple, pour la formation informatique. Il n'y a pas de problèmes ou de tensions dans notre camp.

Chroniques rebelles: En France, le Hamas et les islamistes sont perçus comme responsables de la régression des droits des femmes. Or, tu dis que les membres du comité, toutes tendances politiques confondues, travaillent

ensemble à l'amélioration des conditions de vie dans le camp, y compris pour les femmes et leur émancipation. Ensemble contre l'occupation.

Naji: Bien sûr. Je ne connais pas l'opinion française sur ce sujet, mais je peux dire qu'il en est ainsi dans le camp de Deishe. Nous débattons avec les femmes. Il n'y a sans doute pas la même liberté qu'en France, mais elles exposent leurs difficultés et leurs revendications. Les femmes sont solidaires et participent aux programmes de formation du centre, à la bibliothèque.

Chroniques rebelles: Et les comités populaires de Gaza ?

Naji: Nous avons des liens avec les comités populaires de Gaza par téléphone car, en raison de la fermeture de Gaza, les rencontres sont impossibles. Les vidéos conférences sont trop onéreuses et nous n'avons pas les fonds pour ça. Nous communiquons par téléphone et courrier électronique. Nos projets sont similaires. Nous sommes aussi en contact avec les villages avoisinants, dans la région de Bethléem. Nous réunissons la population des camps et des alentours pour débattre et partager des activités. Les distances sont très proches, mais les réunions ne sont pas toujours faciles à cause des check points. Nous manifestons ensemble pour le soutien aux prisonniers politiques et contre l'occupation. C'est un canton, et nous préparons les actions ensemble, dans les villages également.

Chroniques rebelles: Les prisonniers politiques dans les prisons israéliennes ?

Naji: Dans les prisons israéliennes et dans celles de l'Autorité palestinienne où il y a actuellement de nombreux prisonniers politiques, par exemple, un leader du FPLP à Jéricho. Le soutien aux familles de détenus est important. Nous organisons de nombreuses manifestations pour revendiquer la libération des prisonniers politiques. Les détenus des deux sexes manquent de tout dans les prisons: nourriture, médicaments, livres, etc. Nous manifestons pour leur libération, mais aussi pour l'amélioration des conditions de détention.

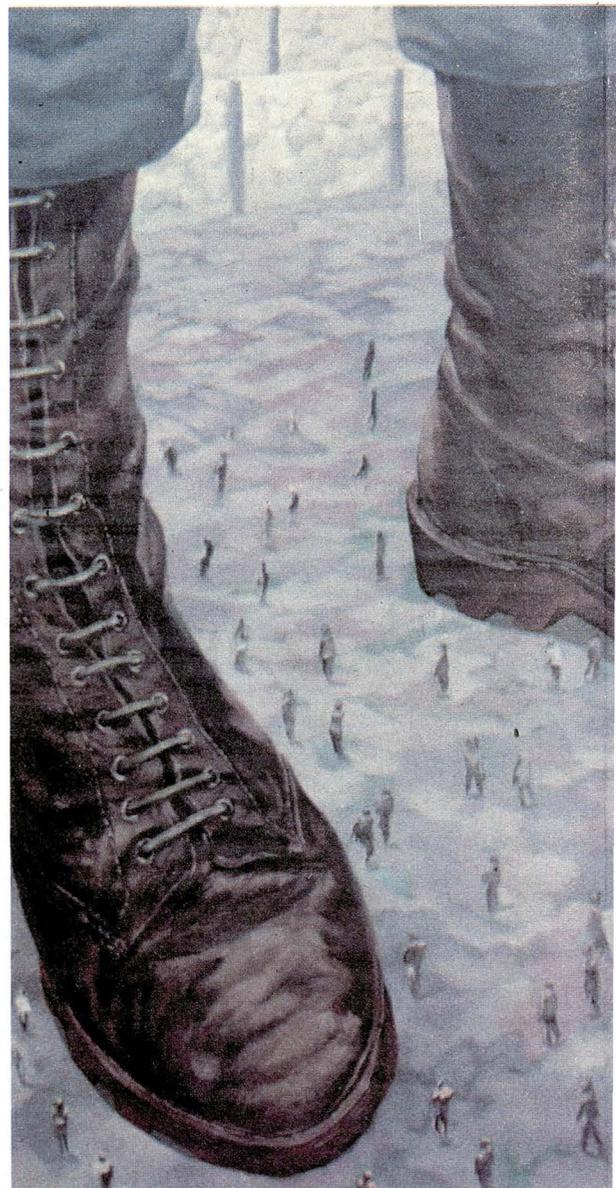
Chroniques rebelles: Quel soutien peut-on apporter à partir de l'Europe ?

Naji: Les mouvements européens de solidarité peuvent exprimer leur soutien par les témoignages, l'information dans les journaux, tous les médias. C'est pour cela que les rencontres internationales sont importantes.

Chroniques rebelles: Expliquer, en Europe, le rôle des comités populaires est important pour comprendre la portée des actions et les conditions de vie dans les camps, n'est-ce pas ?

Naji: Pendant mon séjour, j'ai rencontré beaucoup de groupes solidaires et des mouve-

L'Occupation



Peinture d'Ivan Brun, Occupation.

ments. Il y a eu des débats et des conférences. Des groupes sont venus visiter le camp, à leur retour, ils témoignent, ils publient des textes sur notre situation. Souvent, les personnes sont incroyables devant nos conditions de vie. Il est vrai que la situation est terrible, désespérée: c'est le quotidien des camps palestiniens. Ces rencontres sont importantes, je viens d'un camp et je peux parler de notre vie sous l'occupation, notre lutte quotidienne pour résister. Je suis crédible, je suis moi-même réfugié. Je parle de mon expérience car il n'est pas facile de convaincre les personnes, d'obtenir leur soutien. Les rencontres sont essentielles comme les contacts directs. Certains et certaines connaissent sans doute ce type de problèmes, et nous pouvons parler de solidarité. Les questions les plus diverses sont posées sur notre situation et il faut répondre à tout.

Chroniques rebelles: Le niveau de conscience politique est très élevé en Palestine à cause de l'occupation et de ses conséquences, d'où l'importance des débats au sein des comités populaires qui sont le reflet des opinions de la population palestinienne et non des leaders.

Naji: Je n'ai pas choisi le chemin politique. Beaucoup de personnes sont engagées du fait de la situation. La situation est si difficile que l'occupation suscite sans cesse des débats et des réflexions politiques. Si nous ne vivions pas sous occupation, nous pourrions parler de musique, de chansons, de danse, d'art et de tout ce qui fait la vie. Mais nous n'avons pas le choix, sinon de parler de la situation et de politique. Comment oublier l'occupation israélienne quand ils attaquent le camp, par exemple? Ils détruisent les maisons, arrêtent les personnes. C'est notre quotidien. La conscience politique découle de la situation, mais la population s'inquiète aussi de la situation internationale, elle suit les informations écrites et audiovisuelles. Notre problème est politique et nous en sommes conscients. Partout dans le camp, les réfugiés parlent politique.

Chroniques rebelles: Que penses-tu de la solution de deux États séparés? Est-ce une solution pour la paix et la fin de l'occupation?

Naji: Quand l'occupation a commencé, en 1948 – la préparation a en fait commencé avant 1948 –, les groupes de la Hagannah, de Stern ont occupé les terres, tué pour pousser les habitants à partir. En 1948, c'est la Nakba, et l'occupation commence dans les faits. Ensuite, les Israéliens ont construit de grands ensembles, un État, et certains États arabes ont accepté le fait d'un État israélien. En 1967, un État palestinien a paru possible. J'étais jeune alors, certains étaient d'accord pour deux États. Maintenant, la situation est différente. Cette occupation, c'est du colonialisme. Les Israéliens n'ont jamais mis fin à leur projet expansionniste depuis 1948. L'idée du transfert de la population palestinienne est sous-jacente au projet israélien.

Beaucoup de Palestiniens sont tués ou condamnés au transfert, de nombreuses maisons sont démolies, des terres sont annexées. Cela fait partie d'un programme. Maintenant, c'est le mur qui est une vaste entreprise de propagande.

Toutes les colonies de peuplement datent d'après la guerre de 1967. Notre village – que nous avons dû quitter – a changé de nom. Deir Aban est devenu Beth Shemish avec des colonies, de grands arbres pour changer la configuration du paysage. Mais les vieux reconnaissent tout. Les réfugiés gardent la clé de leur maison. Leur rêve est d'y retourner. Les réfugiés de 1948, les réfugiés de 1967, les réfugiés de 2004, cela n'arrête jamais. Il y a le mur, la barrière électrique, la route de sécurité, etc. L'annexion des territoires palestiniens, c'est sans fin. Les lieux confisqués, les arbres coupés, les paysans chassés, etc. Des réfugiés sans travail et sans droits. Le mur sépare les paysans de leurs champs qu'ils ne peuvent plus travailler sans permis de l'occupant. Comme si toute la population palestinienne était réfugiée. Par exemple, les villageois de Houssan, près de Bethléem, ne peuvent pas sortir de leur village pour aller travailler. Or à l'intérieur du village, il n'existe aucune entreprise, donc pas de possibilité de travailler. Ils n'ont que leur jardin, mais à qui peuvent-ils vendre leurs produits? Le village est fermé par une barrière. La population palestinienne est emprisonnée dans les villages et dans les camps.

Chroniques rebelles: Comment vois-tu l'avenir? Quels sont les espoirs de paix?

Naji: Deux États, c'est impossible. Ce que je vois, c'est un État où tout le monde puisse vivre, Palestiniens et Israéliens. Comme en France ou dans les autres pays. Il n'est pas question d'un État juif et d'un État palestinien. Nous ne pouvons pas quitter notre pays, nous sommes déterminés à y rester. Et d'ailleurs, pourquoi pas? C'est l'occupation qui tente de nous décourager, mais les gens résistent. C'est dur plus d'un demi-siècle d'occupation.

Chroniques rebelles: Cette idée n'est-elle pas vue comme un danger par les autres pays de la région, notamment les pays arabes?

Naji: C'est toujours une question de pouvoir. Ils ont le pouvoir et peuvent faire ce que bon leur semble. L'occupation est partout. Les États-Unis veulent établir une démocratie en Irak, avec des armes. Ce n'est pas la démocratie. Le rêve ici continue d'exister, celui de retrouver nos foyers. Les accords d'Oslo n'ont pas été décidés démocratiquement. Il faut de véritables débats et négociation avec la population directement concernée. Nous luttons tous et toutes depuis 56 ans pour établir une démocratie.

1. Voir le hors-série du Combat syndicaliste (5 euros): « Le fait colonial en Palestine. De la Nakba au mur de l'apartheid ».



Irlande

L'Alliance pour le choix viole la loi



EN 1861, l'avortement est devenu un crime en Irlande. Cent quarante-trois ans plus tard, le gouvernement irlandais continue de refuser aux femmes leur droit de choisir. Entre janvier 1980 et décembre 2002, plus de 105 000 Irlandaises ont mis fin à leur grossesse en Grande-Bretagne. Et encore, ces chiffres ne prennent pas en compte les Irlandaises qui déclarent de fausses adresses, ni celles qui, désormais, du fait de l'euro et des vols charters vers des villes comme Bruxelles, se rendent en Europe continentale.

Le gouvernement irlandais interdit l'option de l'avortement aux victimes de viol, aux femmes qui ont subi un inceste ou un abus sexuel, et aux femmes dont la santé, voire la vie, est mise en danger si elles restent enceintes. En fait, la République d'Irlande a, concernant l'avortement, une des législations les plus restrictives d'Europe.

Aujourd'hui, l'avortement ne peut être pratiqué que si la continuation de la grossesse représente un risque « réel et substantiel » pour la vie de la femme enceinte. En réalité, une femme doit être mourante avant qu'un avortement de la dernière chance ne soit pratiqué. L'information sur les services d'IVG en Grande-Bretagne est restreinte en Irlande. Selon l'Information Act de 1995, l'information sur les cliniques où se pratique l'IVG n'est légalement disponible que lors d'un entretien en tête-à-tête avec un conseiller. L'Irlande est complètement déphasée par rapport au reste de l'Union européenne. Seuls, le Portugal, la Pologne et Malte ont des lois restrictives similaires.

L'Alliance pour le choix (Alliance For Choice) est un groupe d'activistes pro-choix de tendances diverses, menant campagne pour la création de services d'IVG gratuits, sûrs et légaux en Irlande. Le choix d'avorter est une

décision difficile et douloureuse à prendre pour chaque femme. Nous croyons que les Irlandaises devraient être libres de prendre cette décision sans ingérence de l'État irlandais ni de l'Église catholique.

Depuis la création de l'Alliance pour le choix, nous nous sommes engagés dans un large éventail d'actions pro-choix. Cette année, pour marquer la Journée mondiale des Femmes, nous violerons publiquement l'Information Act de 1995 à Dublin et à Cork. Cette loi interdit à un médecin de « faire référence » auprès d'une patiente à des services d'IVG à l'étranger, ou de prendre un rendez-vous avec une clinique pratiquant l'IVG pour une patiente, même si sa santé est en danger. Cette loi a des conséquences graves sur la santé des femmes lorsque celles-ci sont face à une grossesse thérapeutique. En conjonction avec le groupe de Cork pour le Droit des femmes à choisir (Cork Women's Right to Choose Group), nous avons organisé une série d'actions pro-choix lors de la réunion des ministres de la Santé de l'Union européenne à Cork, au début du mois de mai.

Workers Solidarity

Journal irlandais

Extrait du n°81 de mai-juin 2004

Traduction DZK



Vous pouvez contacter l'Alliance pour le choix par mail : allianceforchoice@eircom.net, ou sur leur site <http://www.struggle.ws/ireland/allianceforchoice>. Pour plus d'informations sur le groupe de Cork pour le Droit des femmes à choisir, envoyez un courriel à cwrg@yahoo.ie.

Si vous voulez des informations sur les cliniques qui pratiquent l'IVG en Grande-Bretagne ou en Europe, les militants pro-choix Irlandais ont créé un site : <http://www.struggle.ws/ireland/choice>.

Bulgarie

AnarchoRésistance à Sofia



Cette interview a été réalisée le 12 septembre 2004, à Sofia en Bulgarie. Nous remercions Ivo, membre du groupe AnarchoRésistance, d'avoir accepté de répondre à nos questions, et Rossi pour la traduction.

Sophie et Fred: Peux-tu nous présenter votre groupe, vos activités?

Ivo: Le mouvement est né à la fin des années 1990. Nous sommes un petit groupe, qui n'est pas inscrit dans un courant particulier de l'anarchisme. Nous faisons référence à la ligne de l'anarchisme traditionnel, anti-électoral. Certaines personnes veulent renouveler le groupe par des mouvements anti-globalisation. En fait, dans AnarchoRésistance, il y a deux groupes non officiels. L'un des groupes pense qu'on peut changer la situation actuelle par des manifestations pacifiques, sans violence, et l'autre soutient plutôt un changement par des voix plus révolutionnaires, même avec de la violence. Personnellement, je me situe entre les deux courants.

Concernant nos relations avec d'autres mouvements, nous soutenons des manifestations écologiques, en liaison avec une organisation écologique « Pour la terre ». Nous avons également des liens avec deux autres mouvements à Sofia: un mouvement pour la légalisation du cannabis, et un mouvement nommé « 23 septembre », communiste, composé de jeunes, pour beaucoup stalinien. En principe, nous ne voulons pas agir avec eux, mais comme il y a très peu de jeunes militants, nous menons parfois des actions communes, par exemple contre l'OTAN, question sur laquelle nous partageons le même point de vue. Pour le 1^{er} mai, par contre, nous manifestons seulement entre anarchistes.

Nous entretenons aussi des liens forts avec le mouvement anti-autoritaire à Thessalonique, en Grèce, et aussi avec Initiative anarchosyndicaliste de Belgrade, parce qu'ils sont proches de nous.

Le groupe est composé en grande partie d'hommes, mais deux ou trois femmes sont très actives aussi.

En terme d'activités, nous réalisons le journal mensuel de la Fédération anarchiste bulgare (FAB). C'est la FAB, les « vieux anarchistes » (le plus jeune ayant 71 ans), qui finance le journal, mais c'est Anarcho-

Résistance, les jeunes, qui écrivent la plupart des articles. AnarchoRésistance n'a pas d'existence légale, le journal est donc édité sous le nom de la FAB. Nous éditons également des affiches en lien avec les manifestations contre la guerre, contre l'OTAN, contre les OGM (actions anti-Mc Donald's, notamment).

Nous avons des sites Internet réalisés par nos adhérents et nous avons mis en place l'agence Indymédia bulgare, qui est animée essentiellement par des anarchistes.

Nous voulons participer à toutes les rencontres internationales contre la globalisation, la guerre... ou à des conférences, mais nous manquons d'argent pour nous déplacer. Cela repose donc sur nos possibilités individuelles.

Nous avons des contacts avec d'autres anarchistes en Bulgarie, mais il y a peu de groupes, surtout des personnes isolées. Mais, globalement, il y a de plus en plus de gens, actuellement, qui s'intéressent au groupe et voudraient adhérer.

Sophie et Fred: Peux-tu nous parler de vos relations avec la FAB?

Ivo: La FAB est une organisation où il y a surtout des « anciens » anarchistes, c'est une autre génération, qui vit un peu dans le passé, et AnarchoRésistance est en quelque sorte la section jeune de la FAB. Nous réalisons le journal et eux le financent. Par exemple, quand les « vieux » écrivaient le journal, il y avait beaucoup de « mémoires » sur ce qui s'est passé. Aujourd'hui, nous voulons parler des mouvements antiglobalisation, nous mettons des liens Internet avec des sites anarchistes russes ou grecs, et chacun peut envoyer un article, qui sera publié dans le journal, même s'il vient de l'étranger.

Parmi les « vieux » anars, certains ont été prisonniers dans des camps de travail pendant vingt ou trente ans, sous le régime communiste. Dans les camps, les prisonniers travaillaient de six heures à vingt-quatre heures, avec seulement un morceau de pain à manger pour toute la journée. Ils se nourrissaient de

Свободна мисъл



СОФИЯ
АВГУСТ
2004 Г.
БР. 8 (167)
ГОД. XV
ЦЕНА 0,40 ЛВ.

ИЗДАВА ФЕДЕРАЦИЯТА НА АНАРХИСТИТЕ В БЪЛГАРИЯ • LE JOURNAL DE LA FEDERATION ANARCHISTE BULGARE (FAB)

НА ВНИМАНИЕТО НА СИМПАТИЗАНТИТЕ НА БИВШИЯ БЕЗВЛАСТНИЧЕСКИ ЛИСТ АНАРХОСЪПРОТИВА:
ОТ МАЙ МЕСЕЦ 2004Г. СВОБОДНА МИСЪЛ И АНАРХОСЪПРОТИВА СЪ. ЕДИН И СЪЩ ВЕСТНИК.

20-ГОДИШНА АНАРХИСТКА АРЕСТУВАНА ЗА ЛИСТОВКА



месец местната полиция всеки ден ходила в магазина и разпитвала продавачката, скандал и дори психологически напък. Българката "обвинена" Елица разказва още: "Събрали всички отговорници на описаното ми в районното и ги разпитвали, защото "не можа да се казват такива остри думи против държавата и ниско нещо не се пишват по листовки"... След първото разпитване на анархистичните плакати полицията се за-

нито) става дума за пропагандване на фашистка идеология и "тероризъм"... Явно целта на местната полиция е да отчете държавност и "борба с тероризма" чрез измислено обвинение сред 20-годишно момиче. "Провинението" на Елица, изразяващо се в раздаване на листовки и разпространение на легален вестник, може да бъде наказано с 3 години затвор!!! Това са "сухите факти". Но нека видим какво всъщност се

Ето и текстът на въпросната листовка, за която 20-годишната Елица от Добрич можа да бъде осъдена на 3 години затвор за "фашистка и антидемократична пропаганда"

СВОБОДА РАВЕНСТВО БЕЗВЛАСТИЕ

ЩО Е ТО АНАРХИЯ?
Анархия значи власт. Анархия - безвластие. Анархизмът е социална идеология и международно движение. Ние не признаваме границите между народите - всеки има право да пътува, живее и работи където пожелае. Ние отхвърляме всяка форма на власт над човешката личност. Ние смятаме, че в системата, основана на държавническа власт и експлоатация, саещи животта му, всяка обикност ще излъчва по един представител.

Pour contacter
AnarchoRésistance:
afront2003@yahoo.com

Svobodna missal (la Pensée libre)

racines, de grenouilles, de serpents, tout ce qu'ils trouvaient pour ne pas mourir de faim. Ces camps regroupaient non seulement des anarchistes, mais aussi toutes les personnes qui étaient contre le régime communiste. Les groupes anarchistes dans les camps étaient très forts, en terme de solidarité, d'entraide, face au manque de nourriture. C'est grâce à cela qu'ils ont survécu. Certains ont sûrement été torturés dans les camps. Il y a également eu des assassinats d'anarchistes, avant le communisme, après la Première Guerre mondiale, c'était une situation de guerre civile.

D'autres anarchistes bulgares ont émigré en France, en Australie. D'autres encore se sont tus, politiquement, pendant toutes ces années.

Sophie et Fred: Aujourd'hui, à quinze ans du changement de régime, que penses-tu de la situation politique, économique et sociale en Bulgarie?

Ivo: Je pense que la situation s'est détériorée. Le « grand frère » russe est remplacé par le « Big Brother » américain. La seule chose qui a changé, c'est la liberté d'expression, d'opinion politique, mais il n'y a pas de sécurité, il y a beaucoup de crimes, et d'insécurité dans le travail (chômage très important). Au niveau social, ça s'est détérioré car les mêmes personnes sont au pouvoir, mais pour la population, c'est pire: il y a beaucoup de chômeurs, de gens qui sont à la rue (avant ça n'était pas possible). D'un autre côté, on parle de démocratie, mais on ne demande pas au peuple s'il est d'accord pour adhérer à l'OTAN ou à l'Union européenne. On a subi une sorte de « thérapie de choc », parce que le passage du communisme au capitalisme a été très rapide. On a accepté tout de suite les directives du FMI, avec beaucoup de corruption. Nous avons aujourd'hui un Premier ministre, Simeon II, qui est aussi stupide que G. Bush.

Sophie et Fred: Y a-t-il beaucoup de racisme en Bulgarie?

Ivo: En principe, nous sommes très tolérants en Bulgarie, mais comme le peuple s'appauvrit, il commence à blâmer les autres ethnies, surtout les Tsiganes. Il y a une montée du racisme anti-tsigane, parce que ceux-ci reçoivent des allocations, etc.

Sophie et Fred: Penses-tu qu'il y ait un regain d'intérêt pour les idées religieuses?

Ivo: Comme le régime communiste était athée, tout de suite après le changement de régime, les gens ont commencé à aller de plus en plus dans les églises, mais on ne peut pas dire que la population soit plus religieuse. Elle est plutôt superstitieuse, c'est-à-dire que c'est une religion paysanne: si tu ne crois pas, quelque chose de mal va t'arriver, alors que si tu vas à l'église, tu auras de la chance. C'est ce qu'ils croient. Le pouvoir religieux n'a pas vraiment de poids en tant que tel, il est soumis au gouvernement, il ne prend pas d'ampleur. La seule fois où le pouvoir religieux s'est manifesté, c'était pour interdire le film la Dernière tentation du Christ à la télévision. En tout cas, tous les anarchistes bulgares sont athées, antireligion.

Sophie et Fred: Que penses-tu de la future adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne (prévue pour 2007)?

Ivo: Je pense que ce serait un désastre pour la Bulgarie, mais on le comprendra seulement après l'adhésion. La seule chose pour laquelle ce serait positif, c'est de pouvoir voyager, travailler librement dans l'Union européenne. Mais le délai est important pour pouvoir travailler dans d'autres pays (sept ans...), ce ne sera certainement pas possible pour nous.

En tant qu'anarchiste, j'estime l'Union européenne comme une structure globaliste, et le réel chemin de l'union de l'Europe est autre. Ce n'est pas l'union de l'argent et du capital, des riches et des nations, qu'il faut, mais l'union des peuples

et de tous, bien au-delà de l'Europe, même si ça pourrait commencer par l'Europe, mais pas de cette manière.

Il y a très peu d'informations, ici, sur l'Union européenne; alors que les détails des accords de cette union sont très importants, on ne sait pas ce qui va réellement se passer pour nous. On voit seulement les grandes idées, qu'on pourrait prétendument mieux vivre si notre pays y adhérerait. L'unique chose positive dans l'Union européenne, c'est que ce n'est pas une union militaire comme l'OTAN.

Sophie et Fred: Que peux-tu nous dire de la répression en Bulgarie?

Ivo: Pour le moment, il n'y a pas de contrôle fort, mais ça commence à se faire sentir. Sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement se met à réprimer.

Il commence à y avoir des lois de plus en plus répressives votées par le gouvernement. Par exemple, si la police trouve un joint de cannabis sur toi, tu peux avoir une peine de prison de trois ans. Auparavant, si tu étais fumeur occasionnel, tu avais le droit d'avoir une petite quantité pour ta consommation personnelle.

Il y a eu de grosses manifestations à ce propos. Ils font passer de petites lois qui attaquent les libertés des gens ordinaires. Il y a quelque temps, en Bulgarie, il y a eu des assassinats, par la mafia certainement, mais là, il n'y a eu aucune arrestation.

Sophie et Fred: Et pour conclure?

Ivo: Il faut que tous les groupes qui pensent différemment, qui sont anarchistes, maintiennent le contact entre eux, parce que nous sommes au seuil de la disparition du monde si nous ne quittons pas la voie capitaliste. Nous soutenons tous les mouvements qui partent de la base et qui luttent pour la liberté, anarchistes ou non.

Psychiatrie

une évolution avortée

Yolaine Guignat

Je pense à toi, Camille Claudel, qu'on amena ici à Ville-Évrard par un sombre jour de 1913. Ton enfermement commença ici pour se prolonger ailleurs, notamment à Montfavet, pendant trente ans. Toi si forte qui affrontait le marbre même, en taille directe, toi qui défia Rodin, qui l'inspira, qui l'ébranla. Toi si seule... Après la Seconde Guerre mondiale qui vit mourir comme toi tant de tes compagnes et compagnons d'asile, des voix s'élevèrent pour que changent nos regards et nos attitudes.

QUAND J'AI COMMENCÉ mes études d'infirmière en 1973, on parlait de mixité, d'abolition des clefs et de suppression des neuroleptiques. Les portes de l'asile semblaient s'ouvrir enfin... Du moins s'entrouvrir.

Basaglia vint à Ville-Évrard nous parler de son expérience de Trieste, ainsi que Laing et Cooper. Sur les écrans sortaient *Family life* et *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. Nous fûmes plusieurs, infirmiers et médecins, à nous enthousiasmer, à vouloir changer la manière de soigner. Alors on se mit à créer des structures d'accueil dans la ville, comme à Trieste, des appartements thérapeutiques, des lieux d'accueil plus petits, plus humains, au fonctionnement plus souple, aux statuts rédigés par les soignants et les soignés. On tenta de réinsérer celles et ceux qui avaient passé de longues années, souvent oubliés derrière les murs de l'asile, dans des foyers de post-cure, des ateliers de travail protégés, on développa les soins ambulatoires et les visites à domicile.

Les élus de gauche de Seine-Saint-Denis furent plus compréhensifs qu'ailleurs dans cette mise en place de la psychiatrie de secteur et, en 1982, grâce à l'action des personnels de Ville-Évrard, le département fut déclaré « pilote » avec l'Isère.

Les effets se firent sentir presque immédiatement par deux éléments significatifs: la durée moyenne d'hospitalisation qui diminua et le nombre des hospitalisations sous contrainte (hospitalisations d'office et hospitalisation sur demande d'un tiers) qui régressa jusqu'à très récemment.

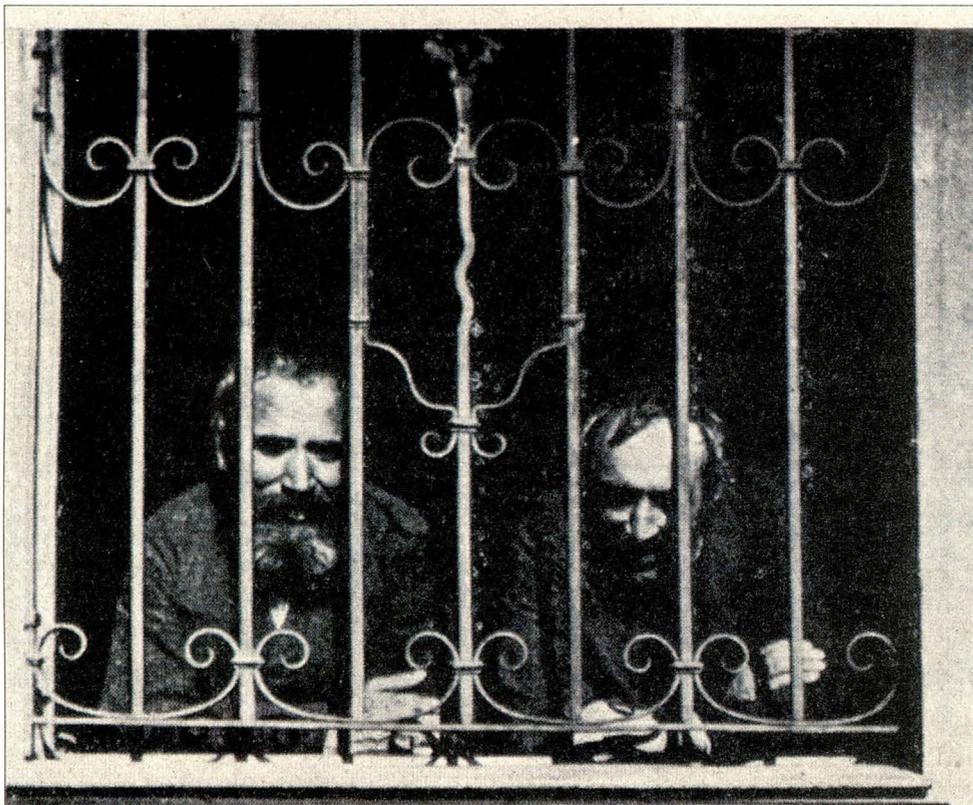
Fortes de ce constat, les tutelles ministérielles et régionales ordonnèrent de supprimer des lits. Alors qu'au début des années 1970 chaque service comportait au moins deux pavillons d'hospitalisation de 40 à 50 places, ces services ne comptaient plus à la fin des années 1990 qu'un seul pavillon.

On aurait pu s'en réjouir si les soins intensifs dispensés au malade en crise à l'hôpital avaient pu être relayés à sa sortie par des moyens matériels et humains suffisants. Ce ne fut pas le cas; dès 1982, en effet, la politique de rigueur mise en place par le gouvernement Fabius imposa la poursuite de la politique de secteur à moyens constants, c'est-à-dire sans postes d'infirmiers supplémentaires. La poursuite de la mise en place des alternatives à l'asile s'est donc faite par redéploiements des effectifs du personnel. Il devint alors de plus en plus difficile de maintenir à la fois un lieu d'hospitalisation d'urgence et de crise décent et des services de suite et de prévention extérieurs avec le même nombre de soignants, voire moins, vu le non-remplacement des départs en retraite par exemple. Dès lors, la logique comptable s'empara des idéaux de la psychiatrie de secteur, et la fermeture des lits fut motivée avant tout par un manque de moyens, en personnels infirmiers notamment.

À cette situation déjà préoccupante est venue s'ajouter la réforme des études pour l'obtention du diplôme d'État d'infirmier. Jusque vers la fin des années 1980, les élèves infirmiers en psychiatrie étaient salariés pendant leurs études et obtenaient un diplôme spécifique qui ne fut jamais reconnu comme diplôme d'État.



Yolaine Guignat milite au groupe Pierre-Besnard de la FA



Aujourd'hui, on a fusionné les deux formations (psy et infirmière en hôpital général) en un seul diplôme d'État qu'on obtient par un cursus non rémunéré comme ce fut toujours le cas pour les infirmières de soins somatiques. Au passage, on a supprimé près de la moitié de l'enseignement de la clinique psychiatrique avec ce diplôme dit « unique ». Les conséquences sont catastrophiques pour la psychiatrie : la non-rémunération des études exclut de fait pas mal de jeunes qui ne peuvent se payer la formation, alors qu'avant, ils et elles pouvaient travailler et se former en même temps. D'autre part, avec le nouveau diplôme, la psychiatrie est une discipline des soins qui entre en concurrence avec toutes les autres : chirurgie, réanimation, pédiatrie, etc., qui sont bien mieux cotées. Enfin, les très jeunes femmes motivées qui choisissent malgré tout la psychiatrie ne sont plus assez préparées pour affronter les pathologies spécifiques de ce secteur médical, et elles demandent leur mutation au bout de quelques mois...

Quelle est la situation aujourd'hui ?

Voici quelques chiffres, à titre d'exemple, pour l'hôpital de Ville-Évrard, à Neuilly-sur-Marne, en Seine-Saint-Denis : en 1972, année de la circulaire sur la sectorisation, l'hôpital comptait environ 1 500 lits. Il en offre 405 au 31 décembre 2003, structures intra et extra-hospitalières comprises. La durée moyenne d'hospitalisation est de vingt-huit jours mais les rechutes (c'est-à-dire les retours à l'hôpital) augmentent ainsi que les hospitalisations sous contrainte. Dans la plupart des services intra-hospitaliers, il n'y a plus assez de lits pour accueillir les malades entrants et on est souvent obligés de « déménager » un patient qui va mieux dans un autre service pour pou-

voir accueillir celle ou celui qui arrive. Trouver un lit sur l'hôpital peut prendre parfois plusieurs heures.

Comme les décideurs ne sont plus à une incohérence près, après avoir fermé des services n'importe comment, ils ont accepté dernièrement d'introduire des lits pliants dans les services surchargés qui restent, lits qu'on installe là où l'on peut... À quand les tentes de camping dans le beau parc de l'hôpital ?

Et comme les sous-effectifs et le manque de formation entraînent de la violence entre les soignés et entre soignants-soignés, eh bien on envisage d'ouvrir une unité pour malades difficiles (UMD), c'est-à-dire une structure encore plus fermée que les autres, comme si la psychose était soudain devenue plus dangereuse qu'elle ne le fut jamais pendant un siècle et demi ! Ainsi donc, cet hôpital qui fut l'un des plus ouverts peut redevenir un lieu d'enfermement « nouvelle formule » !

Devant tant de bêtise, patients et soignants payent le prix fort : bon nombre des patients se retrouvent à la rue faute d'hébergement, et le nombre d'arrêts de travail des soignants est en hausse : près de 1 000 jours d'arrêt pour accidents du travail en 2001 à Ville-Évrard et 899 en 2003. Le passage aux 35 heures non compensé par des embauches n'a rien arrangé du tout.

Parce qu'elle s'est mise en place à moyens constants, la psychiatrie de secteur s'est donc développée au détriment des services de soins intensifs intra-hospitaliers. Aujourd'hui, la misère sociale grandissante ramène avec violence la détresse humaine aux portes des exasiles. Cette urgence humaine et sociale mobilise des soignants de plus en plus rares, et reporte dans un avenir incertain toute politique de prévention. Le manque de moyens en lits et en personnels menace l'existence des structures de suite pourtant indispensables à une stabilisation durable des troubles psychiatriques. Certaines ont déjà fermé.

On voit bien que la logique comptable qui s'est emparée du service public de santé, anéantit tous les efforts désaliénistes commencés il y a trente ans en psychiatrie. Cette situation s'étend, hélas, à l'ensemble des hôpitaux publics à quelques nuances près. Quelques médecins, trop peu nombreux, ont déjà tiré la sonnette d'alarme, d'aucuns ont même démissionné et les états généraux de la psychiatrie, qui se sont réunis au printemps dernier à Montpellier, dressent le même constat. L'enjeu en est tout simplement le droit des femmes et des hommes à se maintenir en bonne santé physique et mentale. C'est un enjeu de société que nous devons défendre ensemble, usagers et personnels de santé, plus que jamais. Et cet enjeu passe par la défense d'un véritable service public de santé.

Les réformes de Mattei sur l'hôpital et celle non moins lamentable de Douste-Blazy sur la Sécurité sociale exigent une mobilisation unitaire sans faille de l'ensemble du secteur pour combattre une situation déjà très préoccupante. Bougeons-nous !

Y. G.

Perben

La chance aux prisons

De prison en prison, la tournée d'inspection effectuée par notre garde des Sceaux depuis sa nomination à la tête du ministère de la Justice, l'a fait aboutir au centre de détention de Bapaume lundi 20 septembre dernier. Cette dernière visite en date a été l'occasion d'un discours où Dominique Perben a copieusement explicité les principaux aspects de sa politique en matière pénitentiaire.¹

André Sulfide

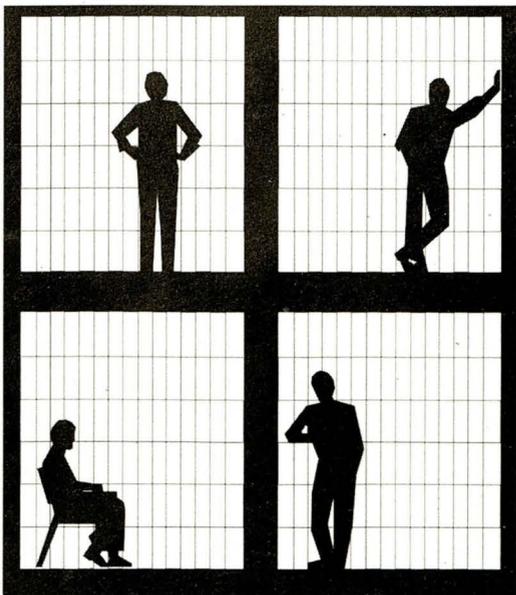
il

IL EST VRAI QUE, ces dernières années, certaines interventions de personnels travaillant en milieu carcéral avaient défrayé la chronique et mis à mal l'administration pénitentiaire. Un médecin chef en poste dans telle prison dévoilait une partie de la misère des détenus.² Plus récemment, une succession de dégelées électorales mettait en cause, entre autres, les obsessions sécuritaires de la majorité. L'intervention de Dominique Perben, à Bapaume, sonnait comme une mise au point.

Prudent tout de même, le garde des Sceaux a commencé par enfoncer des portes ouvertes. Ainsi de la « grande précarité des personnes détenues » : « 30 % des détenus ont des difficultés de lecture, 20 % sont totalement illettrés, 60 % ont un niveau inférieur à celui de la fin des études primaires, 60 % n'ont aucune activité professionnelle lors de leur incarcération. » Cette réalité que M. Perben semble découvrir est hélas connue depuis fort longtemps. La prison enferme majoritairement les vaincus de notre système politique et économique, ceux que des problèmes personnels et familiaux ont écartés de l'apprentissage scolaire, ceux qui pour des raisons diverses ont été marginalisés, parfois au sein même de l'école pour finalement échouer dans des voies de garage... On sait que cette marginalisation, source de frustrations et d'inégalités, conduit bien souvent à la délinquance, quand ce n'est pas le chômage et la précarité qui, plus tard, poussent l'individu hors de la légalité.

Tâchera-t-on de renverser la vapeur et d'arrêter la machine à fabriquer des perdants ? Ce ne semble pas être la priorité de Dominique Perben qui souhaite que « la privation de liberté soit un moment au cours duquel l'individu soit en mesure de recevoir la formation à laquelle il n'a peut-être jamais eu droit précédemment ». Loin de nous la prétention de dicter les augures, mais étant donné la sauvagerie qui règle actuellement les rapports des hommes « en liberté », possédants contre possédés, il y a de quoi s'attendre à ce que les candidats aux séjours en cage ne deviennent légions.

Mathématiquement, les pourcentages évoqués précédemment sont appelés à évoluer. Je dis mathématiquement parce que socialement, ni M. Perben ni aucun membre du gouvernement ne manifeste la moindre envie de s'attaquer à la racine du problème, pas plus que les pourvoyeurs du capital ne prévoient d'organiser l'égalité économique. Certains candides pourraient croire que ceux-ci et ceux-là s'entendent comme larons en foire. Mathématiquement donc, car depuis de nombreuses années la tâche entreprise par les ministres de la Justice successifs consiste essentiellement en la construction de places supplémentaires (13 200 seront livrées dans le courant de l'année 2008, dans le cadre de la loi du 9 septembre 2002). Le programme comprend la réalisation de sept établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM).



Davantage de prisons + davantage d'enfants à l'intérieur = statistiques sociales encore plus alarmantes parmi les détenus. CQFD.

La domination économique, aujourd'hui plus effrénée qu'hier, trouve dans son pendant politique une fermeté répressive plus grande encore. Ce principe à rebours ne s'arrête pas là. Si l'on construit des prisons, il faut encore « améliorer » le parc déjà existant formé d'établissements caducs.

Non que l'on s'inquiète outre mesure des prisonniers, ceux-là s'entassent à qui mieux mieux dans des cellules toujours étroites, et cette mauvaise habitude peut bien perdurer. Dominique Perben se préoccupe surtout de la sécurité des personnels employés à la surveillance des détenus.

On le comprend. À force d'engager toujours plus d'individus, il faut s'attendre que les velléités d'évasion soient d'autant plus nombreuses. Là aussi, il s'agit d'une logique mathématique que le ministère de la Justice espère conjurer par une modernisation impitoyable des prisons.

« Brouillage des téléphones portables, sécurisation des miradors, tunnels à rayon X... » Quoi encore? Et que va produire, sur la population carcérale, une telle sophistication de la surveillance? Plus particulièrement sur les condamnés aux longues peines?

À quel désespoir va-t-on réduire ceux-là à force de contrôles physiques ou invisibles toujours plus nombreux? Et à quelles extrémités seront-ils prêts, soit pour s'échapper de cet enfer de barreaux et d'électronique, soit par vengeance parce qu'ils n'auront plus rien à perdre?

Quels gestes de folie au fond des cellules? Combien de plaies morales et mentales? Les dignitaires de la République auront beau parler de la sécurité des personnels travaillant

dans les prisons, comme de celle de « nos concitoyens », le problème n'aura pas de solution tant que lèvera, dans l'obscurité des prisons, la pâte de la souffrance et de la désespérance.

« On peut toujours rêver d'une société sans prison. Je ne sais pas si la sagesse des hommes permettra un jour l'avènement d'une société nouvelle. »

Répondons à M. Perben que la sagesse des hommes ne fera rien à l'affaire tant que subsistera l'injustice sociale... ou plutôt, que cette société de haute civilisation n'aura une chance d'advenir que lorsque la sagesse des hommes décidera ces derniers à en finir avec la domination économique et politique, avec un système qui n'a d'autre projet pour l'humanité que de la réduire à des forces de production et de consommation.

Ce temps viendra quand la lucidité des hommes démasquera cet État misérable, cette République pathétique dont la devise, plutôt que de former le socle de toutes nos préoccupations humaines à commencer par les problèmes de justice, est prisonnière des frontons républicains comme autant d'épithètes.

À bien y regarder, la question posée par le garde des Sceaux revêt une hypocrisie d'autant plus grande que ses choix en matière pénitentiaire sont particulièrement clairs: construire des forteresses inexpugnables, toujours plus nombreuses...

Une telle course ne peut mener qu'à un abîme humain.

André Sulfide

1. Ce discours est consultable dans son intégralité sur le site internet du ministère de la Justice, www.justice.gouv.fr/discours/d200904.htm

2. Véronique Vasseur, Médecin chef à la prison de la Santé, aux éditions du Cherche Midi.

DOMINIQUE PERBEN, s'il lit ce numéro (mais je lui imagine de moins salutaires lectures), va me reprocher mon parti pris et regretter que je ne fasse nulle mention du volet humanitaire de son discours, défendant une « prison qui prépare à la réinsertion des détenus ». Il est vrai que le ministre ne s'embarrasse pas de bonnes intentions: « Il n'est écrit nulle part que ce temps [passé en prison] doit être inutile, voire qu'il doit aggraver la situation des détenus [...]. Le temps qu'une personne passe en détention peut lui permettre de prendre un nouveau départ et préparer sa réinsertion. [...] »

Rappelons que Dominique Perben déclarait tout cela au centre de détention de Bapaume. Dans ces murs, à quelques mètres de lui, mais hors de sa vue, un détenu: Lucien Léger.

Léger qui, depuis son incarcération en 1964, n'a cessé d'étudier, poursuivant brillamment un cursus en philosophie et un autre en droit. Qui, toujours détenu, dirigea un atelier de façonnage et forma plusieurs relieurs. Qui fut ensuite bibliothécaire. Qui aujourd'hui est employé à la distribution des repas et à l'entretien du quartier d'isolement du centre de détention de Bapaume.

Lucien Léger qui, soutenu depuis des dizaines d'années par des personnes de confiance formant pour lui une véritable famille – la seule qu'il lui reste à vrai dire – défend un projet de réinsertion parfaitement cohérent. Qui souhaite, enfin, finir sa vie en liberté, entouré de ses proches et ainsi épaulé matériellement, affectivement et psychologiquement.

Lucien Léger, enfin, qui a depuis longtemps démontré qu'il ne constituait pas une menace pour la société, qui a constamment fait la preuve de ses mérites, de ses capacités relationnelles. Qui depuis plus de vingt-six ans a usé tous les recours légaux pour obtenir de la justice française la chance d'un « nouveau départ » aujourd'hui tant vanté par le garde des Sceaux.

Le 20 septembre 2004, à Bapaume, on « pria » Léger de s'éloigner aussi discrètement que possible du ministre pendant que celui-ci visitait la prison. On ne sait jamais, peut-être le plus ancien détenu de France aurait-il eu l'audace d'interpeller le haut fonctionnaire et le mettre dans l'embarras par certaines considérations touchant à la réalité de l'incarcération, précisément dans le cas des longues peines dont Léger n'est pas le seul à souffrir... De quoi aurait eu l'air Dominique Perben avec sa valise de paroles creuses face à Lucien Léger et ses quarante années de réclusion?

Un tel épisode n'a rien de l'anecdote. C'est, au contraire, tout un symbole. **A. S.**



Collioure

Le « camp spécial »



L'OUVRAGE DE GREGORY TUBAN – *les Séquestrés de Collioure* – s'ouvre sur une courte « note au lecteur » qui, en manière d'avertissement et sans commentaire, pointe un glissement sémantique. L'historiographie actuelle emploie, indique-t-elle, plus communément l'appellation « camp d'internement » que celle de « camp de concentration », couramment « appliquée à l'époque par le ministère de l'Intérieur, les préfetures et l'armée de terre », pour désigner ces camps où la République française parqua, à l'hiver 1939 et pour longtemps parfois, les réfugiés de la guerre d'Espagne. Grégory Tuban précise qu'il a, lui, volontairement choisi, pour son ouvrage, la terminologie de 1939. Sans doute, ajoutons-nous, parce qu'elle avait le mérite de la clarté.

Ces « camps de concentration pour réfugiés espagnols » (en français d'époque, donc), un rapport de la Sûreté nationale en établit la liste à la mi-1939 : Bram, dans l'Aude ; Gurs, dans les Basses-Pyrénées ; Agde, dans l'Hérault ; Le Vernet, en Ariège, et Septfonds, dans le Tarn-et-Garonne ; Argelès-sur-Mer, Le Barcarès, Saint-Cyprien et Collioure, dans les Pyrénées-Orientales. Des neuf camps recensés dans ce rapport officiel, un seul – le dernier et le plus petit d'entre eux – est référencé « camp spécial ». Dans d'autres circulaires estampillées « RF », Collioure est tour à tour mentionné comme « camp spécial », « centre spécial » ou « centre de regroupement spécial ».

Devenu officiellement « camp spécial », le 4 mars 1939, et placé sous la direction du capitaine Raulet, un ex-légionnaire, le Château royal de Collioure reçut un premier contingent de 77 réfugiés venant du camp d'Argelès-sur-Mer. Deux mois plus tard, le fort comptera jusqu'à 369 internés. « Petit à petit, écrit G. Tuban, l'ombre de Collioure va planer sur l'ensemble des camps de concentration français. » Sa renommée de baigne suscite même les paroles d'une chanson que les réfugiés catalans de Saint-Cyprien mettent sur un air de sardane. Traduites en français, elles disent : « En haut de la montagne il y a le

Collioure de mes couilles, tout pue le gendarme qui casse les reins. »

C'est la première fois, à notre connaissance, qu'un ouvrage – de proportion certes modeste, mais riche d'enseignements – est consacré à ce camp, en effet très spécial et étrangement sous-estimé par les historiens de la période. Par son caractère disciplinaire très spécifique, pourtant, le « camp spécial » de Collioure joua un rôle de premier plan dans le dispositif concentrationnaire mis en place par les autorités – républicaines – de l'époque : confiner les réfugiés considérés « extrémistes et dangereux » en les regroupant au Château royal de Collioure. Dans cette zone de non-droit par excellence, des combattants de la guerre d'Espagne furent soumis à des conditions drastiques de discipline, contraints aux travaux forcés, sous-alimentés, maintenus dans des conditions d'hygiène infra-humaines et traités comme des bagnards.

Outre son sujet, ce qui fait l'intérêt du livre de G. Tuban, c'est sa façon de le traiter, sans pathos et sans céder au mythe de l'unité antifasciste, si souvent véhiculé dans ce genre d'ouvrages. Ainsi, quand il s'intéresse à la population du camp disciplinaire de Collioure, « essentiellement composée de communistes et d'anarchistes », il n'oublie pas de rappeler ce que cette cohabitation « en contact rapproché » et deux ans seulement après « les journées de mai 1937 à Barcelone » pouvait avoir de problématique. De la même façon, quand il évoque en détail la campagne menée tambour battant, d'avril à juin 1939, par le PCF, pour demander la libération des « séquestrés de Collioure » et la fermeture du camp, G. Tuban n'omet pas de préciser que le « ciblage des [quelques] séquestrés » – dont le PCF obtint effectivement la libération – avait été préalablement opéré par le Komintern. Quant aux autres, les plus nombreux et les moins soutenus, aucune « pression notoire » n'aboutit jamais à leur libération. Pas plus que ladite campagne n'obtint la fermeture du camp disciplinaire, comme l'annonça triomphalement, en date

du 1^{er} juillet 1939, la *Défense*, organe du Secours populaire, version pourtant communément admise par nombre d'historiens de la période. Il fallait, sur ce point d'importance, remettre les pendules à l'heure. « Même si l'agitation autour du camp spécial de Collioure, indique G. Tuban, a remué différents services de l'armée et du ministère de l'Intérieur, cette "affaire" n'a jamais vraiment inquiété les autorités au point d'envisager sa fermeture. » Au mieux, elle contribua au départ du sinistre capitaine Raulet et permit un relatif « allègement du système d'internement ». La fermeture du camp spécial de Collioure n'intervint que le 5 décembre 1939, quand les mêmes autorités estimèrent que le camp du Vernet devait supplanter celui de Collioure. À cette date, 90 % des derniers internés du Château royal furent transférés au Vernet, ce camp qu'Arthur Koestler définira, dans *la Lie de la Terre*, comme « le point zéro de l'infamie » et dont Collioure n'avait été que le prélude. Comme quoi l'enfer a plusieurs cercles.

S'appuyant sur des archives inédites de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie, G. Tuban situe à un millier le nombre de réfugiés espagnols et internationaux à être passés par le « camp spécial » de Collioure durant ses neuf mois de fonctionnement. Une part « infime », certes, des quelque 350 000 réfugiés espagnols parqués dans les camps français au cours de la même année 1939. Pourtant, par sa fonction de « laboratoire » disciplinaire, le « camp spécial » de Collioure écrivit le « premier chapitre » – républicain – d'une longue histoire d'infamie dont l'État français, riche de cette expérience et souvent servi par les mêmes fonctionnaires, allait bientôt décliner la suite.

Monica Gruszka

À contretemps, n° 18, octobre 2004

Grégory Tuban, *Les Séquestrés de Collioure, Un camp disciplinaire au Château royal en 1939*, Mare Nostrum Éditions, Perpignan, 174 p., 2003.

Jeudi 7 octobre

Ivry (94)

La chanson d'un gâs qu'a mal tourné, textes et chansons de Gaston Couté, par Bruno Daraquy, accompagné par Philippe Mira au piano, pour une unique représentation. Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M^oPierre-Curie.

Vendredi 8 octobre

Saint-Nazaire (44)

Mouvements ouvriers et syndicalismes en Chine, aujourd'hui. Rencontre et débats avec Jean-Jacques Gandini et Ronald Creagh, organisés par Front libertaire Saint-Nazaire et région, à la Maison du peuple, place Allende, à 20h30.

Paris 20^e

Larry Portis présentera son livre, *La Canaille, histoire sociale de la chanson française*, à l'Espace Louise-Michel, 42, rue des Cascades. Dominique Grange, Serge Utgé-Royo et la chorale la Canaille animeront cette soirée. À partir de 19 heures.

Paris 18^e

Qu'est-ce que l'anarchisme? Conférence-débat organisée par le groupe Pierre-Besnard à la Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^oBlanche ou Abbesses. À 20 heures.

Paris 20^e

La CNT-PTT vous invite à un débat « Stratégies syndicales, un essai d'implantation syndicaliste révolutionnaire: la CNT-PTT ». À 20 heures au 33, rue des Vignoles.

Paris 10^e

Rendez-vous à 18 heures devant le siège social d'Arcade, 80, rue du Faubourg-St-Denis, en

soutien à Faty Mayant licenciée après un an de grève.

Samedi 9 octobre

Saint-Denis (93)

Journée internationale de solidarité avec les Indiens des Amériques de 14 heures à 22h30 à la Bourse du travail, 9-11, rue Génin, M^oPorte-de-Paris.

Paris 18^e

À l'occasion de la fête des vendanges à Montmartre, Rébecca Gruel expose ses peintures à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^oBlanche ou Abbesses, de 14 heures à 20 heures ce samedi ainsi que le lendemain dimanche. Vernissage le samedi soir. Venez nombreuses et nombreux!

Marseille 1^{er}

Débat avec Clotaire Henez: « La guerre civile espagnole, un point d'histoire? La responsabilité des anarchistes ». Au CIRA, 3, rue St-Dominique, à 15 heures.

Bieuzy-les-Eaux (56)

VI^e Rencontres Liber Terre. Ce samedi ainsi que le lendemain dimanche. Deux jours de rencontres, interventions et débats, une soirée théâtrale le samedi à 21 heures et le Forum du livre. Contact: liber.terre@wanadoo.fr, 02 97 27 76 98; Liber Terre, BP 101, 56303 Pontivy Cedex.

Mercredi 13 octobre

Paris 11^e

Débat: « Françalgérie, crimes et mensonges d'État » en présence de Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, à partir de 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Organisé par la librairie Quilombo.

Radio libertaire

Jeudi 7 octobre

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, motions du 44^e congrès de l'Union pacifiste de France.

Entre chiens et loups: de 20h30 et 22 heures, morne plaine musique avec Patrick, musique électro-acoustique et expérimentale.

Vendredi 8 octobre

Enjoy Polar: de 12 heures à 13 heures, Caryl Férey pour Utu. Comme Haka, dont c'est la suite, ce thriller en pays maori se passe sur fond de luttes électorales et d'insécurité.

La grenouille noire: de 21 heures à 22h30, la mine d'or de Saviola (Mali) et ses conséquences environnementales et sociales, avec Camille de Vitry, auteure du doc *La fièvre de l'or*.

Samedi 9 octobre :

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: de 10 heures à 11h30, Larry Portis pour son livre *La Canaille, histoire sociale de la chanson française*.

Chroniques syndicales: 11h30 à 13h30, ouvriers et paysans dans les guerres avec Mercedes Yusta et Romain Huret. Puis, droit d'alerte et service minimum avec des militants de Sud Rail et Sud RATP.

Léo 38: à partir de 00h30, « la suite des aventures jamaïcaines de Léo Ferré ».

Lundi 11 octobre

Ondes de choc: de 16 heures à 18 heures, Rimbaud à partir d'un spectacle sur *Une saison en enfer* et le livre d'Henry Miller *Le temps des assassins*. Puis, spécial Pasolini polémiste.

Le monde merveilleux du travail: de 20 heures à 21 heures, actualités sociales.

Mardi 12 octobre

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30, recevra en direct David Futerman cinéaste et Yann Derais photographe, à propos de leurs reportages sur quelques points chauds du globe.

Mercredi 13 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, les duos, les trios dans le blues.

Le manège: de 14 heures à 16 heures, Damien Odoul pour Mortasseix et Ruth Mader pour Struggle.

Femmes libres: de 18h30 à 20h30, avec Mimouna Hadjam de l'association AFRICA: « l'islamisme contre les femmes partout dans le monde ».

89.4 MHz
en région parisienne
et partout sur le net

agenda

La ferme !



« Nous voulions organiser un événement autogéré où chacun puisse s'engager et faire converger luttes et idées. Le week-end s'est bien déroulé malgré notre petite expérience... »

«Énervés et Constructifs» est avant tout un réseau de gens motivés par l'autogestion et la lutte au quotidien, ouvert à tous. Un journal a été créé, vous pouvez envoyer vos articles sur: enercons@no-loq.fr. le site est à suivre! Contacts: Yasmina: 06 82 71 58 84 et Thyl: 05 49 53 67 50 (Poitiers, 86).

LES 21 ET 22 AOÛT DERNIER, sur la commune d'Assais (79), les « Énervés et constructifs » ont bougé la plaine! Pas moins de 150 personnes se sont croisées à la ferme entre débats et ateliers autour de thèmes fédérateurs d'énerverment et porteurs de sens; autogestion, luttes sociales, action directe, mondialisation, information et désinformation... bref, de quoi s'énerver pour être plus constructifs à plusieurs.

Le groupe « Nous autres », de la FA en Poitou-Charente avait proposé son soutien à l'organisation (lieu d'accueil, logistique, conseils, accompagnement...), bref, le minimum nécessaire pour que de bonnes volontés puissent se sentir au mieux pour réfléchir à leur avenir!

Pari tenu, malgré les percussions et les guitares, en soirée, la plaine à raisonné sans dissonances. La Tambouille, association Rochellaise, assurait l'intendance, le hangar hébergeait les tables de presse, les écuries et le tilleul abritaient les débats et le potager veillait jalousement sur le camping.

Une grosse semaine de prépa et de rangement pour les « énervés » et un bilan porteur pour « nous autres »: un groupe FA n'a de sens que dans la mise en réseau des énergies, au service de toutes les intentions à faire marcher le monde en l'interrogeant, pas en tentant de le plier à son image...

Prochaines sorties du groupe: distribution du ML sur les marchés, avec des jeunes qui se lèvent le dimanche, participation aux actions des personnes ou collectifs de défenses des condamnés par la loi LSQ avec des organisations libertaires locales...

Avant le retour du « RAF » sur ses terres, comme sénateur, et en sortant couvert pour éviter les retombées acides de Ségolène, il est plus que temps de bouger la région Poitou-Charentes pour piquer, semer, bouturer à l'en- vie nos idées.

Groupe « Nous autres »

CIO ADIL BP 3, 17350 Port-d'Envaux
Tél.: 06 89 76 13 98, Fax: 05 56 76 82 60
nousautres@club-internet.fr

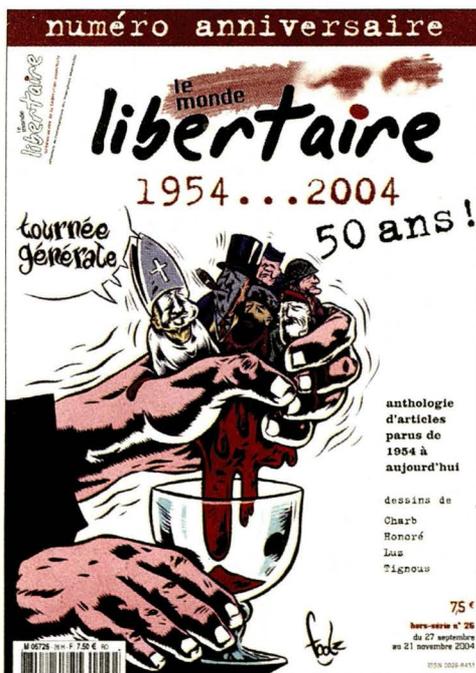
Une nouvelle brochure disponible !

Anarchisme, violence et non-violence, Mythes et/ou réalités.
La violence et de la non violence anarchiste pendant les XIX^e et XX^e siècle.

Par Michel Di Nocera du groupe La pierre noire de la FA.
Vous pouvez commander cette brochure de 90 pages au 06 77 77 14 62 (10 euros).



Autocollant ci-dessus (2 euros les 50) et affiche ci-dessous (43x63 cm, 7 euros les 50) disponibles sur commande à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11e.



Attention:

Le numéro anniversaire n'est pas inclus dans l'abonnement. Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs et lectrices, s'ils en ont la possibilité, de courir chez leur marchand de journaux pour se procurer le numéro. Une belle occasion, pourquoi pas, de causer anarchie avec les kiosquiers...



Guy Girard

Guy Girard